

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 1^{er} avril 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°349 ■

PRÉSIDENTE

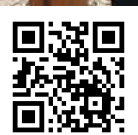
Le président de la République assure qu'il poursuivra ses visites dans les wilayas

P 2

RENCONTRES PÉRIODIQUES DU PRÉSIDENT AVEC LA PRESSE

Les annonces de Tebboune

Comme c'est de tradition, le Président Tebboune a rencontré des membres des médias. Lors de cette rencontre, retransmise ce samedi par la télévision algérienne, le Président a fait beaucoup d'annonces. Aussi bien sur des questions économiques que sur celles liées à la diplomatie et à la politique étrangère. C'est dans un climat serein, le Chef de l'Etat, sans ambages a répondu aux questions, et remis de l'ordre sur certains sujets. P 3



GECF

Nous œuvrons à trouver un nouveau mécanisme pour élever le niveau de coordination lors du prochain sommet

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a révélé, samedi, que le prochain sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) examinera un nouveau mécanisme de coordination entre les Etats membres.

P 4

BADANI

109 navires consacrés à la pêche en haute mer



Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a annoncé, à Boumerdès, la consécration de 109 navires de plus de 24 mètres de long à la pêche en haute mer au titre de l'année actuelle, dont 34 réservés à la pêche au thon rouge.

P 5

CONSOMMATION D'ALGER SELON L'ONS

Baisse de 0.6% de l'indice brut des prix en février

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une baisse de près de 0,6% au mois de février 2024 par rapport au mois précédent, affirme l'Office national des statistiques. Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année écoulée s'est caractérisé par une hausse de 1,1% (février 2023 par rapport à janvier 2023).

P 5

PRÉSIDENTIELLE

Les membres de la communauté peuvent s'inscrire sur des listes provisoires à partir de la semaine prochaine P 2

HYDROCARBURES

Les compagnies nationales jouent un rôle de plus en plus important sur les marchés internationaux P 2

BAD

L'Afrique importe plus de 70 % de ses besoins en matière de santé P 2

JIJEL

**Le CSI
organise un
Iftar collectif
pour les
jeunes
volontaires**

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a organisé, samedi, sur la place des Martyrs du front de mer de Jijel, un Iftar collectif au profit des jeunes volontaires activant dans le cadre de l'initiative "Bravo aux jeunes".

Le vice-président du CSJ, Anis Abdelilah Ailoul, a indiqué, à cette occasion, que cet iftar collectif, initié par les membres du CSJ de la wilaya de Jijel, vise à encourager les jeunes volontaires et à leur rendre hommage pour leurs initiatives caritatives et solidaires.

L'Iftar a été précédé de regroupements de jeunes bénévoles dans les communes de Djimla et de Texenna où ils ont pu faire part de leurs préoccupations et exprimer des suggestions dans différents domaines en lien avec leurs initiatives de volontariat. M. Ailoul a ajouté qu'après la fin du Ramadhan, un rapport détaillé sera présenté aux autorités supérieures du pays, axé sur les actions bénévoles et caritatives des jeunes pendant le mois sacré et sur la manière de développer ce volontariat pour le rendre encore plus efficace dans les années à venir.

Il a également souligné, dans ce contexte, l'importance d'impliquer différents organismes publics pour développer le travail bénévole en assurant la formation et l'encadrement de ces jeunes. Une réunion s'est également tenue après l'Iftar collectif, au cours de laquelle diverses préoccupations et suggestions relatives aux actions de solidarité ont été exprimées.

PRÉSIDENTENCE

Le président de la République assure qu'il poursuivra ses visites dans les wilayas

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a assuré, samedi soir, qu'il poursuivra ses visites de terrain dans les wilayas, dans le cadre du parachèvement de son programme avant la prochaine élection présidentielle, affirmant qu'il était encore trop tôt pour parler de sa candidature.

Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias, et en réponse à une question concernant sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 7 septembre, le président de la République a déclaré : "avant l'heure, c'est pas l'heure". Ce n'est pas encore le moment d'en parler "puisqu'il y a encore un programme à mettre en œuvre et il reste plus de 5 mois" avant le rendez-vous présidentiel, a-t-il soutenu.

Le président de la République a, par là même, annoncé qu'il effectuera "des visites de terrain dans les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Tizi Ouzou et probablement Djanet", ajoutant que le programme de ces visites "n'a pas encore été fixé, mais, si Dieu le veut, je m'y rendrai, et d'autres visites dans d'autres wilayas pourraient s'ajouter, à l'instar de Constantine, Batna et Tiaret".



Les membres de la communauté peuvent s'inscrire sur des listes provisoires à partir de la semaine prochaine

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant la possibilité pour les membres de la communauté nationale à l'étranger de s'inscrire sur des listes électorales provisoires au niveau des consulats algériens, à partir de la semaine prochaine. S'exprimant lors de son entrevue médiatique périodique, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le président de la République a fait savoir que "La communauté

nationale à l'étranger pourra, à partir de la semaine prochaine, prendre attache avec les consulats pour s'inscrire sur des listes électorales provisoires", rappelant dans ce sens "le rôle des consulats dans l'élaboration de ces listes avant leur intégration dans les listes officielles". Le président de la République a également assuré que "le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a pris la décision d'établir des listes provisoires pour le corps

électoral au niveau consulaire en prévision des prochaines échéances, à condition que ces listes soient prises en considération lors de la révision périodique du corps électoral". Il a rappelé, dans ce contexte, que la période légale pour la révision précitée, interviendra après la signature du "décret fixant la date de convocation du corps électoral, avant l'entame de la révision des listes électorales". En réponse à une question sur

les Algériens en situation irrégulière à l'étranger, le président de la République a affirmé que "cette question sera traitée dans deux mois au plus tard". "Je me suis engagé à régler la question, et tous les concernés verront leur situation régularisée, sauf en cas de contrainte sécuritaire ou juridique", a rassuré le Président de la République, affirmant que des instructions ont été données dans ce sens et le ministère de l'Intérieur "procèdera au traitement des dossiers".

BAD

L'Afrique importe plus de 70 % de ses besoins en matière de santé

Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Afrique importe plus de 70 % de ses besoins en matière de santé. Ce qui représente un coût annuel de près de 14 milliards de dollars. Ce chiffre consternant a été communiqué en marge de la première confé-

rence internationale axée sur la résolution des principaux défis en matière d'innovation et de transfert de technologie en Afrique. Aujourd'hui, l'Afrique ne mène que 2 % de la recherche mondiale sur les nouvelles infections, bien qu'il supporte un quart du fardeau mondial

des maladies. Pour inverser les choses en sa faveur, le continent est, entre autres, appelé à surmonter les obstacles à l'accès aux technologies dans les secteurs public et privé du continent. « Cette conférence est la première du genre en Afrique à examiner les obs-

tacles à la fabrication et à la production nationales de produits de santé essentiels pour le continent », a déclaré Padmashree Gehl Sampath, la directrice générale de la nouvelle Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique (APTF).

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RENCONTRES PÉRIODIQUES DU PRÉSIDENT AVEC LA PRESSE

Les annonces de Tebboune

Comme c'est de tradition, le Président Tebboune a rencontré des membres des médias. Lors de cette rencontre, retransmise ce samedi par la télévision algérienne, le Président a fait beaucoup d'annonces. Aussi bien sur des questions économiques que sur celles liées à la diplomatie et à la politique étrangère. C'est dans un climat serein, le Chef de l'Etat, sans ambages a répondu aux questions, et remis de l'ordre sur certains sujets.

Par Reda Hadi

La question de son éventuelle candidature, qui taraude toutes les sphères politiques, il affichera un large sourire pour dire qu'il ne répondra pas à cette question, laissant entendre que « chaque chose en son temps. Avant l'heure, ce n'est pas l'heure... », dit-il.

Cependant, le contenu de cette rencontre aura le mérite de laisser entrevoir plusieurs points qui clarifient la situation actuelle. Politique et économique. Sur l'essentiel, Tebboune a expliqué sa vision et a notamment clarifié les motifs à l'origine de la décision d'anticiper les présidentielles. Il s'agit de « considérations purement techniques. Le mois de décembre n'a jamais été une date officiellement inscrite pour les élections... » Et d'ajouter que l'organisation des élections fixée au 7 septembre convient mieux aux citoyens et répond à ces seules motivations qui s'articulent autour du retour des périodes de vacances. Une date qui pourrait donc s'avérer plus appropriée. Le président Tebboune signalera au passage l'emballement de certaines voix qui se sont investies dans une campagne de propagande visant à suggérer l'existence d'un malaise au sein des centres de décision du pays.

Au registre économique, Tebboune aura été particulièrement confiant et sûr de ses prévisions. Il a notamment projeté l'Algérie sur une embellie à court et à moyen terme avec des chiffres aussi précis qu'éloquents.

Pour le premier magistrat du pays, à l'horizon « 2026, vers le premier trimestre, le PIB de l'Algérie atteindra les 400 milliards de dollars ». Pratiquement, d'ici là le PIB aura doublé, actuellement il est autour de 220 milliards de dollars. Il cite également au chapitre des progrès le taux de croissance qui touche les 4,2%, tout en indiquant qu'en 2026, l'Algérie pourra être fière de se voir considérée comme « un pays émergent et non plus un pays en voie de développement ».

Le président rappelle que ces chiffres sont authentiques et parfaitement certifiés par les instances internationales tels la banque mondiale et le FMI.

Autant de projections que Tebboune construit sur des données actuelles qui suggèrent le démarrage d'une machine dont les résultats deviendront économiquement perceptibles à l'horizon 2026. Cette même année qui verra l'augmentation des salaires atteindre sa maturation, c'est à dire qu'ils seront doublés à la faveur du complément des 53% de valorisation attendue.

Dans cette rencontre avec la presse, le président de la république a laissé se déclinier non pas un programme d'action mais plutôt une échéance de récolte attendue des « 6000 dossiers d'investissements enregistrés et des efforts entrepris



pour maîtriser la facture d'importation tout en travaillant à la réévaluation du dinar qui a subi une chute consécutive à la planche à billets dont les effets inflationnistes continuent de peser sur l'économie du pays ».

Reste que le point nodal de cette rencontre, est l'affirmation de Tebboune de faire se retrouver la grandeur de l'Algérie. Son objectif suprême, dont les contours commencent à se dessiner, est que l'Algérie retrouve la grandeur qui lui a permis d'accomplir de nombreuses réalisations par le passé, se réjouissant de la satisfaction manifestée par les Algériens à l'égard du développement en cours dans leur pays.

Le président de la République a affirmé qu'il avait une affection particulière pour le peuple et les jeunes en particulier, soulignant que l'expression « Aami Tebboune » (oncle Tebboune) affectionnée par le peuple algérien traduit un « grand respect et une relation paternelle » dont il est fier.

Le président de la République a également souligné que la confiance qu'il a placée dans les jeunes avait permis à l'Algérie de devenir un leader dans la création de start-up en Afrique, rappelant qu'il était « le candidat des jeunes » lors de la Présidentielle de 2019.

Au volet socio-économique, le président de la République a affirmé que les mesures prises à l'avance par l'Etat pour assurer la disponibilité de différents produits de consommation avaient permis de garantir la stabilité des prix pendant le mois de Ramadhan, se félicitant de l'adhésion des commerçants et des industriels aux mesures prises à cet effet. Il a en outre fait savoir que la valeur de la production agricole nationale était de

35 milliards USD, soit 18% du produit intérieur brut (PIB), contre plus de 5% pour le secteur industriel.

Pour le président de la République, la comptabilité économique nationale est une preuve de la croissance économique que connaissent plusieurs secteurs économiques, ajoutant que ce qui prouve notre optimisme est le fait que pour la première fois, les chiffres annoncés par l'Algérie ne sont pas en contradiction avec ceux des organismes internationaux, notamment le FMI et la Banque mondiale.

Dans ce sens, le président Tebboune a souligné que cette démarche nous oblige de poursuivre les efforts pour « arriver à la fin de 2025 et le début de 2026, probablement le premier semestre, à un PIB dépassant les 400 milliards de dollars ».

3 axes pour préserver le pouvoir d'achat

Dans cette même lancée et concernant les salaires et la préservation du pouvoir d'achat, le chef de l'Etat a déclaré : « On va essayer d'arriver en 2026-2027 à doubler les salaires. C'est-à-dire, on est à 47% et on va leur rajouter 53% », soulignant qu'il s'agissait d'indice de développement. A ce propos, M. Tebboune a indiqué que dans l'objectif de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, l'Etat a tracé trois axes, dont le premier est social et qui concerne la hausse des salaires et l'allocation chômage, etc. et le deuxième concerne la protection de la valeur du dinar. Sur ce point, le Président a affirmé qu'il faudrait augmenter la valeur de la monnaie nationale avec des mécanismes au niveau de la Banque centrale. Pour le troisième axe, il concerne la lutte contre l'inflation qui

tourne autour de 7 et 8%, et « qui doit baisser à un maximum de 4% », a-t-il insisté.

Outre ces investissements, le chef de l'Etat évoque aussi les investisseurs étrangers dont le nombre dépasse les 80 qui veulent lancer des projets en Algérie.

Un projet d'agriculture saharienne de 100 000 hectares

Concernant le secteur agricole, le Président a affirmé que le développement de ce secteur n'est pas la tâche uniquement du ministère de l'Agriculture, mais c'est un domaine qui demande de l'initiative. Il a fait rappeler sur cet axe l'importance des statistiques et de la numérisation pour lancer de réels projets d'investissement.

Dans ce même contexte, M. Tebboune a mis en avant l'importance de l'agriculture saharienne qui dispose, selon lui, d'une superficie qui est proche des 3 à 3,5 millions d'hectares, en plus de l'abondance de l'eau et de plusieurs avantages naturels, alors que depuis des années, cette région est restée à seulement 100 000 hectares. Dans ce sens, le Président a souligné la nouvelle politique de l'Etat visant à intégrer le secteur industriel avec celui de l'agriculture, à travers des usines agroalimentaires pour réduire les importations et entrer dans une politique réelle d'agriculture. Dans ce sens, le chef de l'Etat a indiqué que l'Algérie est actuellement en contact avec un partenaire arabe pour un contrat d'investissement sur un projet de 100 000 hectares dans la wilaya d'Adrar pour produire pour la première fois de la poudre de lait en Algérie.

DISPOSITIF DE LUTTE
CONTRE LES FEUX
DE FORÊT

**Cherfa ordonne
la livraison de
tous les projets
avant fin avril**

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a ordonné, samedi à Alger, la livraison de tous les projets relatifs au plan national de prévention et de lutte contre les feux de forêt avant la fin du mois d'avril prochain, indiqué un communiqué du ministère.

Présidant une réunion de travail avec les conservateurs des forêts des wilayas concernées par le plan national de prévention et de lutte contre les feux de forêt, M. Cherfa a souligné "l'impératif de rattraper le retard accusé dans certaines wilayas et de livrer tous les projets parachevés avant la fin du mois d'avril prochain", note le communiqué. Lors de cette réunion, l'état d'avancement des travaux a été évalué en ce qui concerne la réalisation des projets inscrits au titre de l'année 2023 auprès des wilayas concernées par le dispositif de lutte contre les feux de forêt, notamment la réalisation de pare-feux et de tours de guet, l'ouverture et l'aménagement de pistes forestières, la réalisation de travaux sylvicoles et le recensement des points d'eau.

Dans ce contexte, le ministre a rappelé "les mesures proactives prises par les pouvoirs publics dans le cadre du plan national de lutte contre les incendies, notamment l'installation de la Commission nationale de protection des forêts deux mois avant le début de la saison et l'acquisition d'avions bombardiers d'eau, outre les moyens mobilisés par le secteur des forêts et de la Protection civile".

Les travaux de cette réunion s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures proactives prévues par le plan de prévention et de lutte contre les feux de forêt pour la saison 2024, conclut le communiqué.

RELANCE DE L'UMA

L'Algérie ne s'y oppose pas

L'Algérie reste le seul pays membre de l'UMA à n'avoir jamais demandé le gel des activités des institutions maghrébines. Le président de la République Abdelmadjid Tebboune, qui a annoncé en décembre dernier son intention de relancer le projet de l'UMA, l'a réaffirmé ce samedi, lors de sa rencontre périodique avec des représentants des médias nationaux. « On est les seuls (pays du Maghreb) à ne pas s'unir dans un bloc précis », a déploré le président Tebboune qui a plaidé dans ce sens, pour un consensus afin de réhabiliter cette entité sans exclusion aucune. Sans le citer nommément, le président de la République a rappelé que le Maroc avait par le passé formulé son désir d'intégrer d'autres organisations continentales dans le Golf et en Afrique telle que la CDEAO «Le rêve de l'unité maghrébine ne pourra jamais être anéanti», a assuré le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf. « J'attends avec impatience le jour où nous tenterons de nouveau de relancer cette édification », a-t-il ajouté dans une interview accordée à Al-Jazeera en décembre. L'Algérie demeure ainsi attachée à sa forte volonté de réformer le processus d'édification de l'Union maghrébine et de réaliser les attentes légitimes de ses peuples qui aspirent à l'activation de l'action maghrébine sur des bases claires et fédératrices sans préalable aucun.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH ELAURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

GECF

**Nous œuvrons à trouver un nouveau
mécanisme pour élever le niveau de
coordination lors du prochain sommet**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a révélé, samedi, que le prochain sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) examinera un nouveau mécanisme de coordination entre les Etats membres.Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et les stations de la radio nationale, le président de la République a évoqué le 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF, qui s'est tenu en Algérie début mars, précisant qu"une décision a été prise pour renforcer la coordination entre tous les producteurs". "Nous essaierons lors de la prochaine réunion du Forum de trouver un nouveau mécanisme

de coordination similaire à l'OPEP", a-t-il souligné.Le président Tebboune s'est félicité de la réussite du 7e Sommet, marqué par la présence de 11 chefs d'Etat outre les recommandations importantes qui ont couronné les travaux. Le sommet a, en outre, permis de mettre l'Afrique au devant de la scène avec la participation du Sénégal et du Mozambique, que l'Algérie a aidés à renforcer leur production de gaz, a indiqué le président de la République. Ce sommet a confirmé l'importance du gaz naturel comme source d'énergie la moins polluante et a mis en évidence son rôle important dans le développement, d'où la nécessité d'investir davantage dans ce secteur tout en respectant les exigences environnementales, a affirmé le président

de la République ajoutant "nous investirons davantage dans le domaine du gaz naturel et nous en augmenterons la production". "Et afin d'éviter de contredire les décisions de la COP (Conférence sur le climat), nous nous efforcerons de réduire l'empreinte carbone de l'industrie gazière", a-t-il soutenu. Le président de la République a, en outre, relevé que le développement de la production de gaz n'est pas incompatible avec les engagements climatiques mondiaux, indiquant par ailleurs que les pays qui ont des réserves de gaz, ont le droit de profiter de leurs richesses et n'ont pas à être privés de leur droit au développement au nom du climat.

HYDROCARBURES

**Les compagnies nationales jouent un rôle de plus
en plus important sur les marchés internationaux**

Les compagnies nationales des hydrocarbures jouent, ces dernières années, un rôle de plus en plus important sur les marchés internationaux, en augmentant, remarquablement, leurs parts de marché dans les domaines du pétrole, du gaz et des industries manufacturières, par rapport aux compagnies internationales, selon une analyse de l'expert international auprès du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), M. Abubakar Jibrin Abbas. Dans une analyse publiée récemment sur le site du Forum, le même expert donné

un aperçu des développements majeurs des marchés de l'énergie, avançant des données sur les indicateurs de performance opérationnelle et financière des compagnies de pétrole et de gaz durant les deux dernière décennies. Ces données montrent un "saut qualitatif" en termes de production du gaz naturel par les compagnies nationales de l'énergie, passant de 34 à 58 trillions/m3 de 2000 à 2021. Cette augmentation a permis d'accroître la part du marché des compagnies nationales de 45,5% en 2000, à 46,6% en 2021, avec 60% des réserves mondiales du gaz naturel, ce qui "reflète leur rôle pivot sur la scène internationale de l'énergie". Par ailleurs, les compagnies nationales de l'énergie ont

maintenu, deux décennies durant, leur domination sur les réserves de pétrole au niveau international, avec une augmentation de 67% en 2000, à 71% en 2021, selon la lecture de M. Abbas, l'analyste principale des prévisions de l'énergie au Forum des GECF . En analysant les données, l'expert a souligné une augmentation de la production des entreprises nationales de 38,5 millions de barils par jour en 2000 à 47,5 millions de barils en 2021, portant ainsi leur part de marché de 52% en 2000 à 55% en 2010, avant de se stabiliser à 51% en 2021. "Cela met en lumière l'impact durable des entreprises nationales d'énergie sur la scène mondiale de la production de pétrole", a soutenu M. Abbas. L'expert s'est également félicité des investissements réali-

sés par les entreprises nationales d'énergie dans les industries manufacturières en vue d'augmenter leur part sur le marché des produits énergétiques, ce qui leur avait permis d'assurer une part de marché de 27% en 2021, contre 19% pour les principales entreprises internationales d'énergie, renforçant ainsi leur "capacité à maîtriser la fluctuation des prix et à créer un environnement de travail plus puissant". Dans ce cadre, les données indiquent une courbe ascendante pour la capacité de raffinage des entreprises nationales d'énergie, qui est passée de 19% en 2000 à 30% en 2021, tandis que les grandes entreprises mondiales n'ont pas réussi à maintenir leur capacité de raffinage au cours de cette période.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 مارس 2024 الموافق لـ 18 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 mars 2024 (le 18 Ramadan 1445)

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits	Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	90	67	البطاطا
	Tomate	100	112	88	الطماطم
	Oignon sec	81	88	74	الفصل الجاف
	Ail sec	497	567	428	الثوم الجاف
	Carotte	70	80	61	الجزر
	Navet	74	83	64	لفت
	Chou-fleur	82	91	73	قرنبيط
	Choux	61	68	53	كرنب
	Courgette	66	75	56	الكوسة
	Haricot vert	371	402	341	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	108	120	95	الخس
	Pomme locale	446	557	334	الفلاح المحلي
	Datte	576	711	441	التمر
	Orange	148	179	117	البرتقال
	Citron	147	167	127	الليمون
	Banane	408	421	396	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1703	1833	1572	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	494	506	482	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

TAFADIS SPA, FILIALE MADAR HOLDING

Produire du sucre à 100% algérien

Le groupe public algérien Madar Holding, continue son extension en investissant divers créneaux mais : « privilégiant l'agroalimentaire, notamment les produits stratégiques à l'instar de l'huile et du sucre », affirme le PDG de sa filiale Tafadis spa, spécialisée dans la production de sucre, M. Ahmed Draï, à des confreres

Ainsi, Tafadis Spa est une filiale du groupe Madar Holding spécialisée dans le raffinage du sucre afin de produire et de commercialiser du sucre blanc raffiné, du sucre roux raffiné et du sucre liquide. Sa capacité de traitement est de l'ordre de 2000 tonnes/jour. L'usine, en cours de réalisation, est située au niveau de la zone industrielle de Larbaâta dans la wilaya de Boumerdès, le terrain ayant été acquis par Madar Holding auprès des Domaines de l'Etat, son capital de départ ayant été fixé à 10 milliards de dinars. L'usine de raffinage est en cours de réalisation et son PDG estime qu'elle sera opérationnelle à la fin du 1er trimestre de l'année en cours : « après son entrée en production, cette unité facilitera au citoyen l'acquisition de cette matière essentielle qu'est le sucre, elle éliminera la spéculation illicite en assurant une disponibilité régulière sur le marché algérien et nous ouvrira les portes de l'exportation, d'autant plus qu'il existe actuellement un surplus de production au niveau national », déclare M. Ahmed Draï à nos confreres.

Création de postes d'emploi

Outre d'assurer une disponibilité permanente de ce produit stratégique sur le marché national, cette nouvelle structure participera à la réduction du chômage puisque plus de 1200 postes de travail directs et indirects seront créés au lancement de la production. Le marché suivra nos prix. Ayant acquis un matériel de très haute



technologie, Tafadis spa assurera non seulement une qualité supérieure de sucre mis sur le marché mais pourra même influencer sur les prix : « nous allons influencer sur les prix du sucre puisque c'est le marché qui suivra nos prix et non le contraire », assure le PDG de Tafadis spa.

A l'international aussi

Même si le marché international du sucre est très difficile et nécessite de grandes capacités managériales et de la qualité des produits, Tafadis spa compte le pénétrer et s'imprégner des pratiques et moyens utilisés pour acquérir des parts de marché.

Un sucre 100% algérien

Tafadis spa ne compte pas s'arrêter au seul raffinage du sucre dont la matière première serait importée, le nouveau spécialiste du sucre en Algérie se dirige vers la production de sucre 100% algérien. Pour ce faire, l'opérateur public a acquis

de grandes surfaces agricoles dans la wilaya d'Ouargla où il compte produire de grandes quantités de betteraves sucrière qui seront traitées et raffinées au niveau d'une unité de transformation qui sera implantée dans la wilaya d'Ouargla, l'usine de Larbaâta étant spécialisée dans le traitement de la canne à sucre. Ainsi, lorsque l'usine utilisera la matière première produite en Algérie, la valeur ajoutée sera autrement plus importante, de même qu'elle évitera la dépendance à l'importation et permettra d'économiser des devises fortes. Avec l'unité d'Ouargla, Tafadis Spa disposera de deux unités de traitement et de raffinage de sucre, l'une pour la canne à sucre (Larbaâta) et l'autre pour la betterave (Ouargla), qui "seront complémentaires et assureront une production régulière de sucre, indépendamment de la production saisonnière de betteraves". Enfin, il y a lieu de noter que les superficies agricoles acquises par Tafadis Spa dans la wilaya d'Ouargla produiront "aussi du blé, du maïs, des lentilles et des haricots, en alternance avec la production de betterave sucrière".

Un taux d'avancement des travaux de 95%

La réalisation de l'unité de production et de raffinage de sucre de Larbaâta a dépassé les 95% et devrait entrer en production à la fin du 1er trimestre de l'année 2024 et sera équipée d'un matériel de dernière génération qui donnera une production de sucre de haute qualité, capable de rivaliser avec les autres produits sur le marché international.

CONSOMMATION D'ALGER SELON L'ONS Baisse de 0.6% de l'indice brut des prix en février

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une baisse de près de 0,6% au mois de février 2024 par rapport au mois précédent, affirme l'Office national des statistiques. Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année écoulée s'est caractérisé par une hausse de 1,1% (février 2023 par rapport à janvier 2023). Cette tendance (-0,6%), explique la même source, trouve essentiellement son explication dans le « recul des prix des biens alimentaires qui atteignent une variation de -1,4% ». Les prix des produits agricoles frais, indique l'ONS, affichent un taux de -2,3% après celui de -1,6% relevé au mois précédent. Ce résultat (-2,3%) « découle particulièrement d'un certain nombre de produits notamment, les fruits (-12,4%), les légumes (-9,9%) et d'un degré moindre la pomme de terre (-7,4%) ». En revanche, précise la même source, « des augmentations de prix sont observées pour les poissons (+7,8%) et la viande rouge (+1,5%) ». Egalement, « une baisse des prix est constatée au niveau des biens alimentaires industriels qui inscrivent une variation de -0,3%, induite principalement par la baisse des prix du lait fromage et dérivés avec un taux de -0,2% ainsi que ceux des légumes secs (-4,7%) ». Par ailleurs, « les prix des produits manufacturés se caractérisent par une relative stagnation ». Quant aux services, « ils accusent une augmentation proche de 0,5% ».

BADANI

109 navires consacrés à la pêche en haute mer

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a annoncé, jeudi à Boumerdès, la consécration de 109 navires de plus de 24 mètres de long à la pêche en haute mer au titre de l'année actuelle, dont 34 réservés à la pêche au thon rouge. Dans une déclaration à la presse au terme d'une visite d'inspection qu'il a menée dans le secteur accompagné du ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, M.Badani a souligné que pour encourager la pêche en haute mer, 11 autres navires de plus de 35 mètres de long sont en cours de construction pour la première fois en Algérie, dont un navire de 42 mètres de long réalisé actuellement au niveau des ateliers de la wilaya de Chlef, arguant qu'il s'agit "d'un important acquis national".

Pour encourager la pêche en haute mer et augmenter la production, à travers la découverte de nouvelles zones de pêche, le ministre a souligné qu'un travail est en cours pour importer de grands navires de plus de 40 mètres de long, en leur réservant des espaces d'accostage pour des conditions de travail idoines. M. Badani a affirmé, en outre, la finalisation du dispositif de Validation des acquis de l'expérience (VAE), destiné aux pêcheurs exerçant ce métier depuis des années sans disposer de certificats, ce qui a motivé la mise en place de ce dispositif à leur profit au niveau des structures de formation pour "leur permettre d'exercer l'activité tranquillement". Concernant le port de Dellys, le ministre a relevé une coopération avec le ministère des Transports pour ériger cette infrastructure en "modèle de gestion", avec

la participation de tous les acteurs dans ce domaine, soulignant l'importance de l'école de formation au niveau du port de Dellys, dans la formation de pêcheurs issus de différentes wilayas. Pour sa part, le ministre des Transports a indiqué dans une déclaration à la presse que son secteur avait inscrit un projet de réalisation d'une gare terrestre dans la commune de Boudouaou, ajoutant que la ligne ferroviaire entre les wilayas de Boumerdès et Alger sera bientôt réhabilitée en raison du grand nombre de personnes l'empruntant, estimé à "environ deux millions de personnes". Il a également indiqué que son département ministériel s'apprêtait à mettre en place une "plateforme d'évaluation" visant à améliorer le comportement des travailleurs du secteur du transport de voyageurs, afin d'optimiser le niveau de

performance et de professionnalisme. La délégation ministérielle a entamé sa visite dans la ville de Boumerdès où elle a suivi un exposé sur les secteurs du transport, de la pêche et de l'aquaculture dans la wilaya, puis a inspecté la gare de transport ferroviaire de voyageurs et suivi un exposé sur les activités de cette gare. Au port de Dellys, la délégation a inspecté le lancement des travaux d'aménagement de l'école de formation en pêche qui bénéficiera aux pêcheurs des wilayas de Tizi Ouzou, Bejaia et Jijel, et a écouté un exposé sur l'aménagement d'un abri de pêche (El Kous) sur le littoral de la ville de Dellys. A Zemmouri, les deux ministres ont inspecté le port puis le plan d'accostage modèle du port et le siège de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain dans la commune de Boudouaou.

TIARET

Remise d’ordres de service de la réalisation de 120 projets de développement

Des ordres de service pour la réalisation de 120 projets financés au titre des différents programmes de développement, ont été remis jeudi au siège de la wilaya de Tiaret. Présidant la cérémonie, le wali de Tiaret, Ali Bouguerra a indiqué que la plupart des ces projets liés directement à l'amélioration des conditions de vie des citoyens sont inscrits pour l'exercice 2024, soit dans le cadre des programmes sectoriels ou du budget de wilaya ou des plans communaux de développement PCD ou le fond de garantie et de solidarité des collectivités locales. Les ordres de service, remis aux responsables des entreprises de réalisation, directeurs du secteur, chefs de daïra et présidents d'APC, représentent 45 projets communaux et 75 projets sectoriels. Les projets entrepris par les communes touchent plusieurs domaines, tels que la réhabilitation des écoles, le renouvellement des réseaux d'assainissement et de l'eau potable, l'amélioration urbaine et l'équipement en réservoirs de gaz propane. Ils doivent générer au moins 450 emplois directs. Quatorze projets gérés par la direction de construction, architecture et construction portent sur l'aménagement urbain des lotissements sociaux. Quatre autres à l'actif de la direction de l'habitat et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) concerne des études de réalisation et l'aménagement de 300 logements publics locaux à Ksar Chellala, Hamadia, Takhmert et Ain D'heb. Cinq ordres de services ont également été remis pour la réalisation d'espaces verts et le reboisement de terrains vagues et des entrées de 143 écoles primaires réparties dans les communes de neuf daïra sous la tutelle de la conservation des Forêts, et 4 projets au profit du secteur des travaux publics, dont ceux de réalisation d'ouvrages d'art et de correction des tracés de chemins de wilaya et un projet affilié à la direction des Télécommunications lié à la réalisation d'un bureau de poste. La direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz, elle a livré 43 ordres de service pour approvisionner en électricité un nombre important d'habitations rurales, en plus d'un ordre de service pour un projet affilié au secteur de la culture et des arts. Il s'agit de l'élaboration d'un plan de protection et de valorisation de deux sites archéologiques "Clomanta 1 et 2" dans la commune de Dahmouni.

EL TARF

L’aquaculture intégrée à l’agriculture l’autre outil d’amélioration de la productivité

Le secteur de la pêche et de l’aquaculture s’efforce, dans la wilaya d’El Tarf, d’encourager et de développer les investissements dans l’aquaculture intégrée à l’agriculture qui permet l’augmentation autant de la production aquacole qu’agricole.

Nos services misent sur la diffusion de la culture de l'aquaculture intégrée dans les rangs des agriculteurs, à travers la conclusion de conventions et la conduite de campagnes de sensibilisation pour les amener à investir dans ce domaine, ainsi que dans les rangs des citoyens pour les encourager à la consommation de poissons d'eau douce dont les vertus sont indéniables", a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Amar Zouaoui El Ayeche, dans une déclaration à l'APS. Selon le même responsable, 600 agriculteurs ont été formés, dans la wilaya d'El Tarf, en matière d'aquaculture intégrée à l'agriculture, au niveau de l'Ecole de formation technique de la pêche et de l'aquaculture d'El Kala, du Centre de formation professionnelle de la même ville et de l'Institut spécialisé de formation professionnelle de la commune de Bouhadjar, sous la supervision de spécialistes et de professeurs du domaine. Il a souligné, dans ce contexte, que la formation des agriculteurs "s'inscrit dans le cadre d'un programme arrêté par la tutelle pour relancer l'activité aquacole, en particulier le tilapia rouge, et l'intégrer dans le secteur agricole, ce qui lui confèrera une valeur ajoutée, créera des emplois, augmentera la capacité de production aquacole et répondra aux besoins du marché à des prix raisonnables, avec possibilité d'exporter compte tenu des

énormes capacités de la wilaya d'El Tarf". Il a ajouté que ses services s'activaient, en coordination avec plusieurs autres secteurs concernés, pour cibler les agriculteurs désirant investir dans ce domaine et disposant des plans d'eau d'une capacité minimale de 1.000 m3. Le même responsable, rappelant que l'utilisation pour l'irrigation de l'eau servant à l'aquaculture, riche en matière organique, permet une augmentation importante de la productivité en matière d'agriculture et de pisciculture, a fait part de la menée d'expériences pilotes avec 13 agriculteurs, dûment formés aux techniques permettant la survie et la reproduction des poissons dans les bassins d'irrigation, ponctuées par une totale réussite de leurs projets liés à l'aquaculture intégrée à l'agriculture. S'agissant du volume de production, M. Zouaoui El Ayeche a affirmé qu'il était "parfaitement possible d'atteindre une production de 20 à 35 tonnes de poissons d'eau douce par an".

L’aquaculture intégrée à l’agriculture pour améliorer les capacités de production de plusieurs filières agricoles de l’Etat

Le chef du service de la vulgarisation agricole à la Direction des services agricoles, Chemseddine Mokdiche, a indiqué, pour sa part, que des "expériences scientifiques ont démontré que la pratique de

l'activité aquacole dans les bassins d'irrigation améliore les capacités de production de nombreuses filières agricoles et augmente leur productivité de 20 pour cent". Affirmant que l'eau utilisée pour l'aquaculture est "riche en nutriments nécessaires à la croissance des cultures agricoles", il a souligné que les résultats obtenus sur le terrain, après l'exploitation de cette eau pour l'irrigation agricole, a eu "un impact éminemment positif en matière de productivité de nombreuses filières agricoles où la qualité du produit cultivé s'est notablement améliorée, en particulier dans des fermes exploitées dans les communes de Ben M'hidi, de Besbas et de Dréan". Nabil Zouidi, agriculteur pratiquant l'aquaculture intégrée dans la commune de Ben M'hidi (ouest de la wilaya), et qui irrigue ses plantations d'agrumes avec l'eau des bassins d'élevage, a déclaré que le rendement était "meilleur, et de loin", et que "la qualité de ses produits s'en est trouvée considérablement améliorée". Pour sa part, le jeune Mohamed Messai, jeune investisseur dans le même domaine, dans la commune de Besbas, a affirmé pratiquer cette activité depuis trois ans dans un bassin d'une capacité d'environ 1.000 mètres carrés et d'une profondeur de 4 m, et qu'il est prêt à étendre son activité après avoir obtenu des résultats "très positifs".

ORAN

Lancement des travaux de réhabilitation et restauration de vieux immeubles

Des travaux de réhabilitation et de restauration de vieux immeubles de la ville d'Oran ont été lancés jeudi, a-t-on constaté. Le wali d'Oran, Said Sayoud a effectué, lors d'une visite de terrain au chef-lieu de wilaya, une inspection de trois vieux immeubles situés à la rue "Larbi Ben M'hidi" au centre-ville dont les travaux ont été lancés par les directions de l'urbanisme, architecture, construction et de l'habitat après la levée du gel de ce projet. L'opération de réfection de ces trois immeubles a nécessité une enveloppe financière de l'ordre de plus de 63 millions DA pour un délai de 8 mois. Les travaux portent sur le ravalement de la façade et des balcons et la réfection des parties communes, des escaliers et autres, selon les explications fournies sur place. M. Sayoud a souligné, dans une déclara-

tion à la presse en marge de cette visite, que l'opération de réhabilitation et de restauration des bâtiments anciens, qui comprennent 137 immeubles dans la ville d'Oran, a été lancée et que les travaux supervisés par la direction de l'habitat et l'office de promotion et de gestion immobilière seront achevés avant la fin de cette année. Il a souligné que la réhabilitation et la restauration de 31 bâtiments sur un total de 168 ont été prises en charge au niveau des rues "Mohamed Khémisti" et "Larbi Ben M'hidi" et au boulevard "Maata Mohamed El Habib" suite à la suspension des travaux et le gel de l'opération en 2014, ajoutant que les travaux ont été lancés pour le quota restant après la levée du gel. Il a annoncé qu'immédiatement après le mois de Ramadhan, des séances de travail seront organisées avec le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la

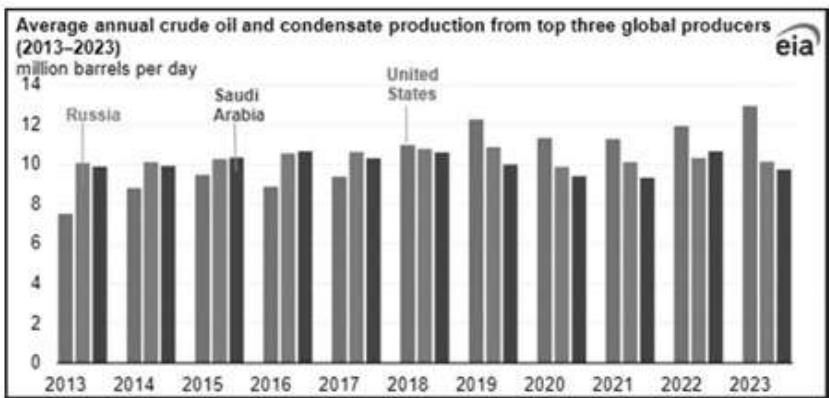
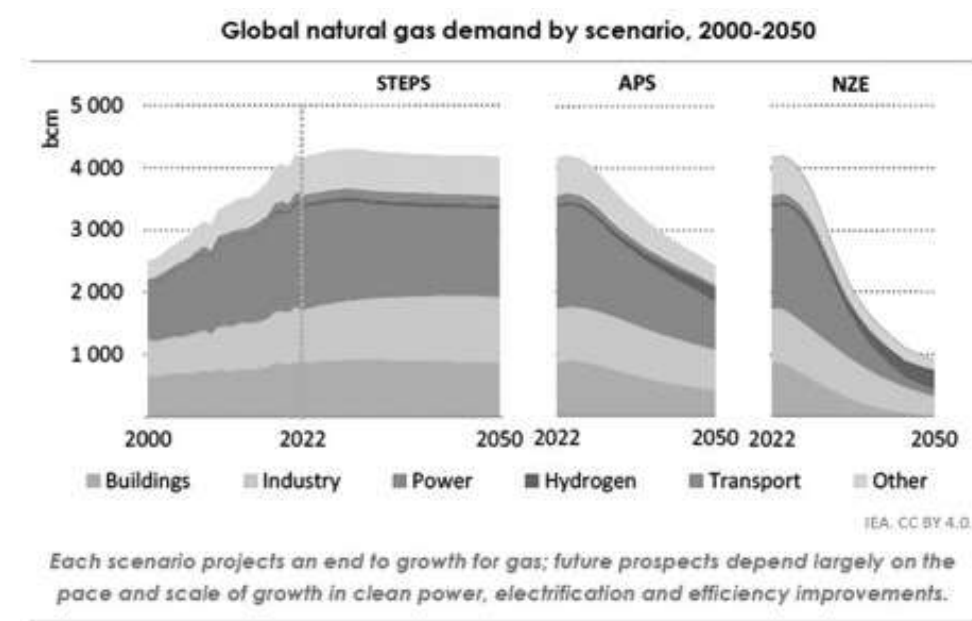
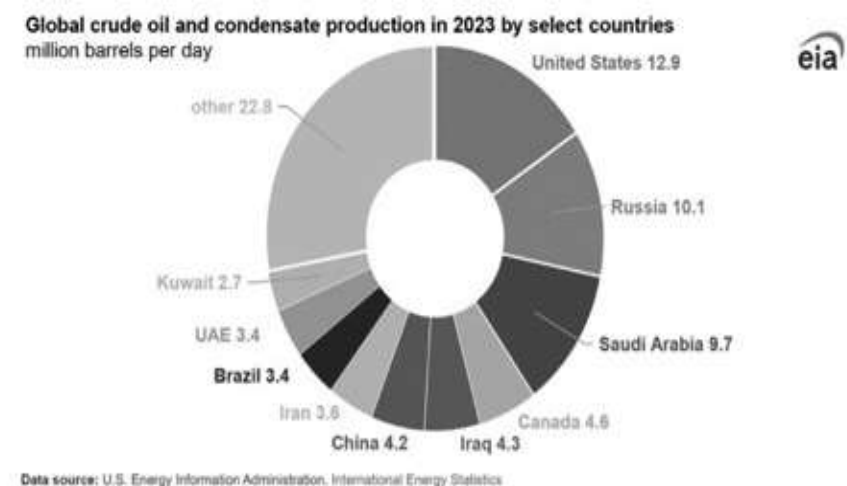
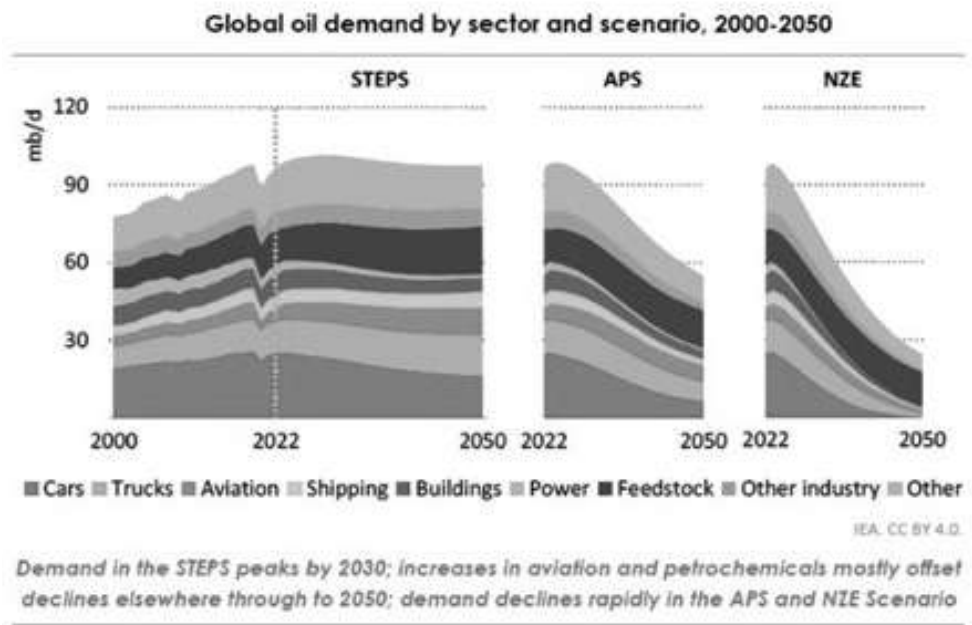
Ville pour prendre la décision de réhabiliter de vieux immeubles qui ne sont pas classés en case rouge au niveau du centre-ville et de quartiers de la commune. Le même responsable a également visité le quartier "El Menaouer" (ex Saint-Charles) qui compte 445 logements et le quartier "Bel Air" 108 logements concernés par l'opération de restauration et de réhabilitation, appelant les comités de quartier à conclure un accord avec l'OPGI qui effectuera les travaux alors que les bénéficiaires s'occuperont des charges. A noter qu'une enveloppe financière de passe les 174 millions Da est allouée à la réhabilitation du quartier "El Menaouer". Il est prévu prochainement le lancement de la réhabilitation de 650 logements au niveau du quartier "Gambetta" et de 26 autres logements à la rue "Emir Abdolkader" au centre-ville d'Oran, souligne-t-on.

AIE-COP28-GECF-OPEP-USA

La bataille autour des prévisions de production & demande en énergies fossiles

Ils sont tous d'accord sur la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers une transition énergétique. Ils sont tous d'accord pour développer et accélérer le recours aux énergies vertes et renouvelables. Ils sont tous d'accord pour y investir dans l'intérêt de l'humanité à travers l'accès universel à une énergie propre et abordable. Mais les intérêts, les voies proposées, les prévisions à long terme, sont loin d'être les mêmes.

1^{ère} partie



Par Abdelmadjid Attar (*)

LES SCENARIOS DE L'AIE

L'AIE, à travers ses prévisions et les déclarations de son Directeur Exécutif Fatih Birol, affichent des tendances énergétiques axés sur l'avènement d'un pic de la demande en énergies fossiles à l'horizon 2030, suivi d'une chute de plus de 50% à l'horizon 2050 dans leurs scénarios APS et NZE.

CE QU'EN PENSENT LES PRODUCTEURS

Des prévisions basées sur des modélisations que l'OPEP, le GECF, les grandes compagnies pétrolières, et même les USA tout récemment, estiment qu'elles sont partiales, non objectives, et contestables. Ces derniers vont jusqu'à accuser l'AIE de « ne plus fournir aux décideurs politiques des analyses équilibrées et d'agir plutôt de façon excessive comme un porte-drapeau de la transition éner-

gétique, au lieu de se focaliser sur sa mission centrale qui est la sécurité énergétique ». C'est pratiquement dans ces termes qu'une lettre signée par deux membres républicains importants du congrès américain a été adressée à l'AIE, qui a mis en doute la possibilité pour les USA de poursuivre la progression de sa production pétrolière qui a atteint le record mondial de 13,3 millions de barils par jour en décembre 2023, et une moyenne de 12,9 millions de barils par jour sur l'année. Ils sont pratiquement en voie de devenir exportateur net de pétrole dans moins d'une décennie, grâce au pétrole de schiste. On constate que les trois producteurs USA-Russie-Arabie Saoudite dominent 40% de la production mondiale d'hydrocarbures liquides, et que les USA ont en fait surpassé l'Arabie Saoudite et la Russie depuis 2018. Ce classement va probablement se prolonger au moins à

l'horizon 2035 pour trois raisons :

- La Russie va continuer à faire face à l'embargo sur ses exportations, et ce malgré leur orientation massive vers l'Asie.
- L'Arabie Saoudite, même si elle affirme disposer d'une réserve de production supplémentaire de 3 millions de barils par jour, a abandonné son ambition d'atteindre les 13 millions de barils par jour en 2027. Son objectif étant de préserver la stabilité du baril au lieu de prendre le risque d'une compétition avec les USA.
- Enfin il faut compter avec la préoccupation actuelle de l'OPE+ qui veut préserver aussi le marché pétrolier à travers des coupes volontaires successives. En matière de projection à long terme, l'EIA prévoit que la demande pétrolière va continuer sa progression jusqu'en 2030 avec un peu plus que 100 millions de barils par jour, avant d'entamer une légère baisse continue vers 85 à 90 mil-

lions de barils par jour en 2040. En matière de gaz naturel, on constate que la demande est pratiquement stable autour de 4000 milliards de M3 par an depuis 2019, mais connaîtra aussi une croissance continue à raison de 1 à 1,5% au moins jusqu'à l'horizon 2040. Le GECF prévoit une croissance progressive de la demande à 5,360 Mds M3 à l'horizon 2050, alors que l'AIE prévoit une augmentation à 4299 Mds M3 vers 2030, puis pratiquement une chute progressive jusqu'en 2050 à 4173 Mds M3. Les USA sont par ailleurs les premiers producteurs de gaz avec environ 1060 Mds M3 par an, et vont le demeurer pratiquement jusqu'à 2040, ou en compétition avec le Moyen Orient et l'Eurasie, grâce à la production de gaz de schiste. De son côté, le Président de la compagnie saoudienne ARAMCO, « Amin H. Nasser », lors de son intervention au cours du récent sommet CERAWEEK à Houston, a déclaré que « la stratégie de transition actuelle néglige le message complet des consommateurs qui est le suivant : ils veulent une énergie qui contribue à protéger la planète et leur portefeuille, avec une perturbation minimale des approvisionnements et de leur vie quotidienne ».

(*) Ancien ministre de l'Energie
Source : Energymagazinedz
(à suivre)

ARABIE SAOUDITE

Comment le Royaume s'engage dans la recherche de pointe sur les environnements marins uniques de la mer Rouge

Au cours d'une expédition décennale menée par le Centre national saoudien pour la faune, vingt trous bleus extrêmement profonds ont été découverts le long de la côte sud de la mer Rouge du Royaume. (Photo du CNF) Les expéditions conjointes du Centre national saoudien de la faune et d'Océans ont révélé l'existence de 20 trous bleus. Alors que l'Arabie saoudite est depuis longtemps célèbre pour ses sites antiques, sa culture distinctive et ses vastes étendues désertiques, les avancées récentes dans la recherche marine et l'exploration pourraient bientôt attirer les scientifiques et les touristes vers les régions bleues du Royaume. Au cours de la première année seulement d'une expédition décennale dirigée par le Centre national saoudien de la faune, 20 trous bleus, des gouffres sous-marins extrêmement profonds, ont été découverts le long de la côte sud de la mer Rouge. Les trous bleus, ainsi nommés en raison de leur couleur vibrante, sont depuis longtemps considérés comme des refuges pour une variété diversifiée de la vie marine, attirant les chercheurs désireux d'étudier leur remarquable biodiversité et les plongeurs amateurs séduits par leur profonde beauté naturelle.

AIDE HUMANITAIRE EN SYRIE:

L'ONU n'a récolté que 8 millions sur les 4 milliards de dollars nécessaires

Le coordonnateur résident des Nations unies pour les affaires humanitaires en Syrie, Adam Abdel Mawla, a annoncé vendredi 22 mars qu'au moins 12,9 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire. Le pays reste déchiré par la guerre depuis 2011 et affecté par des sanctions internationales et occidentales.

Le personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies distribue des colis de secours aux Syriens déplacés avant l'arrêt de la distribution de l'aide, dans le camp d'Atme, à la périphérie d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie tenu par les rebelles, le 6 décembre 2023. En un an, le nombre de Syriens dépendant d'une aide alimentaire pour subvenir à leurs besoins vitaux a augmenté d'1,5 million de personnes, passant à 16,7 millions d'individus. Parmi ces personnes en détresse, presque 13 millions ne mangent pas à leur faim, 7 millions sont déplacées à l'intérieur de la Syrie et autant sont réfugiées à l'extérieur, notamment dans les pays voisins. Adam Abdella a indiqué que le conflit syrien demeure « l'une des crises les plus sanglantes pour les civils au monde ». Depuis son déclenchement en 2011 dans le contexte du Printemps arabe, la guerre en Syrie a fait plus de 507 000 morts, déplacé des millions de personnes et plongé le pays dans une crise économique et humanitaire majeure.



La situation n'est pas près de s'améliorer dans les mois à venir. Le responsable humanitaire onusien a en effet révélé que les Nations unies n'ont récolté que 8 millions de dollars après avoir lancé un appel d'aide d'une valeur de 4 milliards de dollars pour financer les besoins humanitaires de la po-

pulation syrienne. Au 1er mars, « seulement 0,02% » des besoins du plan annuel de réponse humanitaire ont été financés, ce qui montre que « des programmes et services vitaux » sont en train d'être réduits. L'inaction signifierait qu'au moins 2,5 millions d'enfants pourraient être privés d'école, et environ 2,3 millions de femmes en âge de procréer pourraient « perdre l'accès aux soins vitaux de santé reproductive et maternelle », a-t-il indiqué. Cette dégradation dramatique des conditions de vie n'est pas surprenante. Le 1er janvier, le Programme alimentaire mondial avait interrompu faute de moyens financiers l'aide qu'il fournissait à 5,6 millions de personnes en Syrie. Les Nations unies estiment que 90% de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté. De plus, selon le responsable onusien, ignorer la crise syrienne pourrait avoir des conséquences « catastrophiques », notamment la « résurgence du terrorisme » et la déstabilisation de pays voisins tels que le Liban et la Jordanie, « en ne créant pas de conditions propices au retour des réfugiés ».

PROJET DU NOUVEAU CODE DES CHANGES EN TUNISIE

Vers une libéralisation progressive des transferts financiers

La tendance principale du nouveau code des changes est à la libéralisation où l'autorisation devient l'exception plutôt que la règle. S'exprimant lors d'un webinar, organisé récemment par l'Iace, sur le thème « Est-ce que le nouveau code des changes répond aux aspirations des opérateurs économiques ? », Sonia Zoghلامي, directrice générale au ministère des Finances, est revenue sur les principales mesures prévues par le nouveau code des changes. Elle a rappelé que la réforme du code actuel vise à améliorer le climat des affaires, consolider la confiance des divers opérateurs économiques, renforcer la compétitivité des entreprises tunisiennes et attirer l'investissement étranger. Elle repose essentiellement sur la libéralisation progressive des échanges financiers avec l'étranger.

La notion de résidence révisée

Évoquant la notion de résidence, Zoghلامي a rappelé que le nouveau code vient réviser cette notion qui constitue, selon ses dires, la pierre angulaire de la réglementation des changes, étant donné qu'elle détermine les devoirs et les obligations des opérateurs économiques. Pour les personnes physiques, la notion de résidence s'appuie sur deux critères, à savoir la durée de résidence qui a été réduite de

deux ans à seulement 6 mois et le centre d'intérêt économique. Pour les personnes morales, le projet du code a prévu de nouvelles mesures au profit des entreprises résidentes qu'elles soient totalement exportatrices ou non. En effet, selon la nouvelle réglementation, les investissements à l'étranger des entreprises résidentes, y compris la création de succursale ou encore la prise de participation au capital d'une entreprise étrangère, ne seront plus plafonnés, contrairement à ce qui est actuellement en vigueur (où ces investissements sont plafonnés à 1 million de dinars pour les entreprises totalement exportatrices et à 500.000 dinars pour les entreprises non exportatrices).

Améliorer l'accès au financement pour les entreprises tunisiennes

La fixation du montant investi sera soumise à des critères qui seront déterminés par un texte d'application. Parmi ces critères, la responsable a cité la performance financière de l'entreprise, les perspectives de son internationalisation et l'impact de l'investissement sur l'épargne en devises. « Ces critères seront fixés par un décret d'application. Avec les nouvelles dispositions, on vise à libéraliser progressivement les transferts financiers à l'étranger qui ne seront plus plafonnés, mais soumis

à des critères », a affirmé Zoghلامي. La responsable a ajouté, dans ce même contexte, que les plafonds sur les fonds extérieurs, mobilisés par les entreprises tunisiennes seront également éliminés. « Selon la législation en vigueur, les financements extérieurs sollicités ne peuvent pas dépasser 50 millions de dinars si l'entreprise est cotée en Bourse, sinon ce plafond est de 30 millions de dinars. L'orientation du nouveau code des changes est d'aller vers la libéralisation progressive et l'élimination de toutes les contraintes car l'entreprise tunisienne a besoin de financements et de contracter des emprunts en devises », a-t-elle précisé. Parmi les avantages qui seront introduits avec le nouveau code des changes, bénéficiant aux entreprises résidentes, la directrice générale a évoqué la possibilité pour une société ayant conclu un marché avec un partenaire à l'étranger d'ouvrir un compte en devises à l'étranger ou un compte en monnaie locale de ce même pays. De surcroît, les entreprises tunisiennes auront la possibilité d'ouvrir des comptes sur des plateformes de paiement électronique, telles que PayPal. « Toutes ces mesures intégrées dans le projet du code des changes visent à répondre aux aspirations des opérateurs économiques. Ce sont des mesures qui facilitent l'accès des entreprises tunisiennes aux marchés extérieurs », a-t-elle affirmé.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CÔTE D’IVOIRE

La valeur de l’action devrait être portée par de généreux dividendes

Jusqu’à 55% du bénéfice net de 2023 sera consacré à la rémunération des actionnaires. Cette générosité profite surtout au groupe Société Générale actionnaire majoritaire à plus de 73%.

Cette année encore, Société Générale Côte d’Ivoire se distingue sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières d’Abidjan grâce à sa généreuse politique de rémunération des actionnaires. Pour l’exercice 2023, le total des dividendes annoncés représente 55% de son bénéfice net (payout), soit le niveau le plus élevé depuis 2017, marquant ainsi la sixième augmentation successive. Parmi les 11 sociétés cotées à la BRVM dont les propositions de dividendes nets sont déjà connues, celui de la première banque de Côte d’Ivoire et même de l’UEMOA affiche la deuxième plus forte hausse (+39,1%) par rapport à 2022, dépassée uniquement par Coris Bank International (+50%). Aucune explication officielle n’a encore été fournie concernant ce choix de politique de dividendes. On peut toutefois supposer que les années 2018 et 2019, où les payout les plus faibles

en 10 ans ont été enregistrés (16,7% et 18,6% respectivement) en raison de la pandémie de Covid-19 et de ses conséquences difficilement prévisibles, avaient poussé la banque à adopter une approche prudente. Durant cette période, Société Générale CI s’était également lancée dans une nouvelle stratégie de conquête clientèle avec son produit de mobile banking Yup, qui n’a pas perduré mais lui a permis d’acquérir de nouveaux clients. La banque a aussi débuté ses activités de banque privée et a dû tenir compte des évolutions réglementaires bancaires internationales, nécessitant une mise en conformité. Malgré tout, SGB CI semble avoir regagné la confiance de certains investisseurs, et son potentiel de croissance reste important. Sur la période remontant jusqu’en 2019, la valeur de son action affiche une progression annuelle moyenne de 19,1%,

tandis que ses bénéfices nets ont augmenté d’environ 27,12% sur la même période. Bien que son action ait atteint les 17 000 FCFA, son potentiel de croissance demeure, avec un ratio cours sur bénéfice actuellement à 5,4x, contre une moyenne d’un peu plus de 6x pour le secteur bancaire coté à la BRVM. Il convient de rappeler que cette générosité retrouvée dans la distribution des dividendes profite principalement au groupe bancaire français Société Générale, qui contrôle directement et indirectement 73,25% du capital de la banque ivoirienne. On retrouve également des investisseurs comme Russell Investment (0,5% du capital), bien qu’il soit incertain si le fonds placé l’est au profit de Société Générale Group via son véhicule Darwin, ou pour l’assureur Old Mutual, via son fonds actions dédié aux marchés boursiers frontières d’Afrique.

CAMEROUN

Les exportations de chocolat et produits dérivés du cacao ont rapporté environ 6,3 milliards FCFA en 2022

Figurant dans le Top 10 des producteurs mondiaux de cacao et dans le Top 5 africain, le Cameroun s’active de plus en plus sur le segment transformation pour maximiser les revenus de ce sous-secteur agricole. 3 338 tonnes de chocolat et produits à base de cacao camerounais ont été exportées en 2022, rapportant un revenu global de 6,3 milliards FCFA selon l’Insti-

tut national de la statistique (INS). Soit plus que les 6,2 milliards FCFA générés en 2021 par l’expédition de 3 300 tonnes de produits. La production et la commercialisation de ces produits chocolatiers camerounais demeurent essentiellement contrôlées par des multinationales, remarque Investir au Cameroun, malgré l’implication croissante de PME et artisans locaux dans la transforma-

tion. La filiale du groupe sud-africain Tiger Brands, Chocolateries et confiseries du Cameroun (Chococam) domine notamment l’industrie avec ses denrées connues pour leur teneur élevée en cacao, qui s’exportent tant en Afrique centrale qu’occidentale (Nigeria principalement). Son principal concurrent n’est autre que l’Italien Ferrero, dont l’unité de production camerounaise ex-

porte en Afrique centrale. Plantations du haut Penja, déjà leader de la production de bananes au Cameroun, fournit quant à elle essentiellement l’Europe. La filiale de la Compagnie Fruitière de Marseille exploite 150 hectares de plantations alimentant son unité de transformation sise dans la localité de Njombe, et d’où sortent les produits de marque « Ateliers des cinq volcans ».

TOGO

Faure Gnassingbé lance les travaux de construction d’un complexe avicole à 30 milliards FCFA, avec l’appui de Porteo

En ligne avec sa politique de modernisation et d’industrialisation du secteur agricole, le président togolais, Faure Gnassingbé, vient de lancer jeudi 28 mars, à Avétonou (à une centaine de kilomètres de la capitale), un projet de construction d’un complexe avicole à 30 milliards FCFA, en partenariat avec Porteo-Graine, filiale du groupe Porteo, acteur majeur dans le secteur de la construction et des infrastructures routières en Afrique de l’Ouest. Le président de la République, Faure Gnassingbé, a lancé, jeudi 28 mars à Avétonou, dans la préfecture d’Agou, située à une centaine de kilomètres de Lomé, le projet de développement de la filière avicole intégrée au Togo, un vaste complexe de 660 hectares.

Ce complexe est une initiative de PORTEO-GRAINE, une nouvelle filiale du groupe Porteo, bien connu comme acteur majeur dans le secteur de la construction et des infrastructures routières en Afrique de l’Ouest, notamment en Côte d’Ivoire et récemment au Bénin et au Togo. Après avoir décroché le contrat pour la reconstruction du Grand Marché de Lomé il y a deux ans, Porteo étend maintenant ses activités au secteur agricole avec ce projet. Si le complexe prévu à Avétonou se déploie sur un total de 660 hectares, ce sont 162 hectares qui sont directement affectés au projet avicole de PORTEO. Le reste du site accueillera l’Institut Technique de Recherche Agricole (ITRA), l’Institut de Formation en Alternance et Développe-

ment (IFAD-Avetonou) et l’Écovillage, avec pour objectif d’ériger un écosystème intégré de recherche, de formation et de développement agricole. Cependant, le cœur du projet avicole repose sur plusieurs unités opérationnelles, dont une usine de fabrication d’aliments pour volaille avec une capacité de production de 450 tonnes par jour, une unité d’accoupage capable de produire 1,2 million de poussins par semaine, une unité d’abattage traitant jusqu’à 10 000 poulets par heure et sept fermes d’élevage prévues pour produire jusqu’à 50 millions de poulets par an dans sa première phase alors que la production nationale actuelle est de plus de 35 millions de têtes. La vision à long terme est de doubler cette capacité pour

la porter à 100 millions de poulets par an lors de la seconde phase. Plus de mille nouveaux emplois décents sont attendus, apprend-on. Les informations précisent que les travaux de construction de ce complexe agro-industriel mobiliseront un financement de 30 milliards FCFA. Selon les autorités togolaises, le projet entre en ligne avec leur ambition, visant à renforcer l’autosuffisance alimentaire de leur pays, tout en le positionnant comme un acteur clé dans la production avicole à l’échelle régionale. À terme, il est prévu l’aménagement et l’exploitation de 100 000 hectares en collaboration avec divers partenaires, dans l’objectif de propulser la production agricole togolaise.

POUR FINANCER SON DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Le Kenya prévoit l’émission de 500 millions \$ d’obligations sur le marché chinois

Après avoir émis un eurobond à taux 10,37% en février 2024, Nairobi espère obtenir un taux plus avantageux sur le marché chinois grâce au soutien de la Banque asiatique d’investissement dans les infrastructures. Le Kenya envisage d’émettre des obligations pour un montant de 500 millions USD sur le marché chinois pour financer le déficit budgétaire de l’exercice 2024/2025 (1^{er} juillet au 30 juin), a rapporté Bloomberg le jeudi 28 mars, citant des sources proches du dossier. La première économie d’Afrique de l’Est veut aussi obtenir des garanties auprès de la Banque asiatique d’investissement dans les infrastructures (AIIB) pour soutenir cette opération d’émission d’obligations libellées en yuan chinois, précisent les sources, qui rappellent que Nairobi avait officiellement rejoint cette institution financière multilatérale en janvier. Le Kenya, qui avait émis en février 2024 un eurobond de 1,5 milliard USD à un taux élevé (10,37%) pour financer le rachat de la majeure partie de ses euro-obligations arrivant à échéance en juin 2024, entend ainsi emboîter le pas à l’Égypte qui a émis en octobre 2023 des obligations d’un montant total de 3,5 milliards de yuans (environ 484 millions USD) sur le marché chinois à un taux très avantageux de 3,5% grâce au soutien de l’AIIB. Le gouvernement kényan table sur un déficit budgétaire de 3,9% du produit intérieur brut (PIB) durant l’exercice 2024/2025, et de 3,3% au cours des exercices 2025/2026 et 2026/2027.

LE POINT HEBDO

Les marchés refusent de baisser

Les places financières terminent ce premier trimestre de l'année à leur zénith, les opérateurs pariant toujours sur le scénario d'une baisse de taux dès le mois de juin aux Etats-Unis. Avant le week-end prolongé de Pâques, la publication de l'inflation américaine et l'intervention de Jerome Powell, le calme règne mais la volatilité pourrait resurgir à tout moment.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Matières premières

Energie : Le pétrole progresse lentement mais sûrement, soutenu par les perspectives de voir le marché se resserrer cette année. En toile de fond, les frictions géopolitiques ajoutent un levier supplémentaire au flux acheteur. La référence européenne, le Brent, avance à 86,30 USD, tout comme le brut léger américain, le WTI, qui repasse au-dessus des 82 USD le baril. Pourtant, le dernier rapport sur les stocks américains est mitigé, puisque les stocks de brut ont augmenté de 3,2 millions de barils alors que le consensus tablait sur un repli. L'explication est à chercher du côté des importations américaines, qui ont progressé au cours des 5 derniers jours. Relevons également que l'OPEP tiendra le 3 avril une réunion afin de baliser sa politique.

Métaux : L'heure est toujours à la pause au sein du compartiment des métaux de base puisque le cuivre et l'aluminium poursuivent leur séquence de latéralisation à Londres, à respectivement 8690 et 2238 USD. Le zinc et le plomb font preuve d'un peu plus de faiblesse puisqu'ils cèdent du terrain à respectivement 2366 et 1968 USD. Il n'y a pas grand-chose à ajouter, les opérateurs optent pour la pause en attendant le prochain catalyseur, qui sera le PMI manufacturier chinois compilé par Caixin, qui sera dévoilé le 1er avril. En revanche, l'ambiance est toujours à la fête pour l'or, qui tente une nouvelle fois de clôturer au-dessus de 2200 USD l'once. Le métal précieux progresse d'environ 7% depuis le 1er janvier.

Produits agricoles : Difficile de passer à côté du cacao, qui monopolise l'attention au sein du segment des matières premières agricoles. Son prix a brièvement dépassé la ligne des 10.000 USD la tonne, une flambée probablement liée à des appels de marge non honorés sur les contrats à terme. Le marché du cacao devrait connaître un nouveau déficit cette année, de l'ordre de 400.000 à 500.000 tonnes. Au niveau des céréales, toujours aucune amélioration en vue du côté du maïs, qui s'échange autour de

430 cents le boisseau. Le blé stagne à 550 cents.

Macroéconomie

Ambiance : Un vendredi pas si chôme. Les marchés financiers continuent sur leur lancée et rien ne semble être en mesure de les empêcher de clôturer sur des sommets historiques. Les gérants, qui ont déjà suffisamment de mal à ne pas se faire décrocher par le benchmark, font des ajustements de fin de trimestre : cela contribue à soutenir le marché. Autant dire que la probabilité d'une baisse conséquente avant le week-end pascal est faible. On surveillera toutefois la publication du PCE Core (dépenses personnelles de consommation aux états-unis), prévue demain vendredi. Pour mémoire, les économistes tablent sur une croissance de +0.3% en février après les +0.4% enregistrés en janvier.

Si les marchés actions sont fermés, il n'en sera pas de même pour les obligations qui continueront de coter. Leur réaction à l'issue de la publication sera intéressante à surveiller et pourrait donner le ton de la séance de lundi prochain (qui n'est pas fériée aux Etats-Unis).

Autrement dit, si le PCE est plus fort qu'attendu, cela devrait se traduire par une hausse des rendements et pourrait par ricochet peser sur les actions. On surveillera donc la résistance située à 4.35% sur le rendement du 10 ans aux Etats-Unis.

Le franchissement de ce seuil serait probablement perçu négativement tandis qu'une rupture des 4.07% viendra alimenter les perspectives d'une première baisse de taux en juin.

Crypto : Le bitcoin progresse de plus de 5% cette semaine, et refranchit une nouvelle fois le cap des 70 000 dollars. Après avoir enregistré, la semaine dernière, cinq jours consécutifs de flux nets sortants, les ETF Bitcoin Spot retrouvent des entrées positives avec plus de 700 millions de dollars collectés depuis lundi. De son côté, l'éther (ETH) progresse de plus de 3% en repassant au-dessus des 3500 dollars. Désormais, les yeux se tournent vers les prochaines décisions du gendarme boursier américain

(SEC) sur l'approbation d'ETF Ethereum Spot qui devraient, selon certains analystes proches du dossier, avoir lieu cette année. Beaucoup d'investisseurs espèrent qu'une commercialisation de tels produits boursiers adossés au cours de l'ETH enclenche un mouvement inédit comparable à celui observable sur le cours du bitcoin en début d'année. Mais pour l'instant, la SEC repousse les demandes pour ces ETF, y compris celles de BlackRock et de Fidelity.

Les marchés refusent de baisser

Pâques marque traditionnellement un temps de pause pour les marchés financiers, avec des jours fériés qui ralentissent l'activité. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, les séances bour-

sières seront interrompues le vendredi et le lundi. Aux États-Unis, Wall Street fermera ses portes le vendredi, mais les transactions reprendront dès le lundi suivant. L'Europe avancera ses horloges pour l'heure d'été ce week-end, rejoignant ainsi l'Amérique du Nord qui a déjà effectué ce changement il y a trois semaines. Sur le plan économique, l'attention se portera sur l'Allemagne, qui dévoilera mardi une première estimation de son inflation pour mars, avant que la zone euro ne fasse de même mercredi. Ces données fourniront matière à réflexion aux économistes qui scrutent l'évolution potentielle des taux de la BCE. Aux États-Unis, tous les regards se tourneront vers le rapport mensuel sur l'emploi, très attendu, vendredi 5 avril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Mars 2024				
Valeur : 01 Avril 2024				
P	BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.6796	134.6946
1	EUR	EURO 	145.4540	145.5240
1	GBP	POUND STERLING 	169.8784	169.9402
100	JPY	JAPANESE YEN 	88.9561	88.9719
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.6377	18.6400
1	CHF	SWISS FRANC 	148.6202	148.7188
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	99.0728	99.0911
1	DKK	DANISH KRONE 	19.5078	19.5111
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.6362	12.6398
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.4503	12.4548
1	AED	UAE DIRHAM 	36.6745	36.6815
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.9069	35.9157
1	KWD	KUWAITI DINAR 	437.5556	437.7465
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.9586	43.3903
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.2662	13.2677
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.7593	27.9015
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.5461	3.5465
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4571	178.4571

ETATS-UNIS

L'inflation PCE poursuit sa décrue en février

Les prix ont augmenté en ligne avec les attentes en février aux Etats-Unis, une donnée encourageante pour la Réserve fédérale, désormais plus attentive à l'évolution de l'économie dans son ensemble. Ces données qui confirment le ralentissement de la dynamique des prix "sont dans la tendance de ce que nous voulons voir", a déclaré le président de la Fed, Jerome Powell, qui s'exprimait depuis la Fed de San Francisco.

Les deux derniers indicateurs d'inflation ont été plus élevés que prévu aux Etats-Unis. Soulignant que d'autres données encourageantes étaient nécessaires, le responsable de politique monétaire a précisé qu'il n'était plus pertinent de ne réfléchir qu'en termes d'inflation. "Nous réfléchissons désormais à la fois aux risques sur l'emploi et l'inflation", a précisé Jerome Powell. Les données publiées vendredi

par le département du Commerce montrent que l'indice PCE des prix à la consommation a augmenté en février de 0,3%, contre une hausse de 0,4% en janvier (révisé de 0,3%). Sur un an, l'indice progresse de 2,5%, contre 2,4% en janvier. Les économistes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur une hausse de l'indice PCE de 0,4% sur un mois et une hausse de 2,5% en glissement annuel. L'indice d'inflation de base "core

PCE", qui exclut les éléments volatils que sont l'énergie et les produits alimentaires, a progressé de 0,3% en février, contre une progression de 0,5% en janvier (révisé de 0,4%). Sur un an, l'indice s'est élevé à 2,8%, contre une hausse de 2,9% (révisée de 2,8%) enregistrée en janvier. La consommation des ménages s'affiche plus forte qu'attendu, stimulée par le ralentissement de l'inflation.

Les dépenses de consommation des ménages américains ont progressé en février de 0,4%, contre un repli de 0,2% en janvier (révisé de -0,1%). En données ajustées, les dépenses de consommation globales ont augmenté de 0,8% le mois dernier, après une hausse de 0,2% en janvier. L'indice PCE est l'indicateur utilisé par la Fed pour juger de l'atteinte de son objectif d'inflation.

FRANCE

Le sucre sent la poudre

Alors que le cours de la matière est en hausse, les planteurs surveillent tout signe de déstabilisation du marché de la betterave, dans un contexte où les Ukrainiens exportent massivement le produit en France depuis le début de l’invasion de l’Ukraine, observe Laurence Girard, journaliste économique au « Monde ».

Les semis de betteraves sont encore clairsemés. Les rideaux de pluie ont longtemps fermé l’accès à la scène agricole. Pas un temps à mettre un tracteur dans un champ. Les agriculteurs ont donc dû poireauter en coulisses en attendant que les sols détrempés soient ressuyés, selon le terme consacré. Résultat, dans les zones betteravières, entre grand Bassin parisien et Hauts-de-France, en passant par l’Alsace, le top départ a pris une quinzaine de jours de retard. Pourtant, cette année, les céréaliers ont décidé de miser sur la racine sucrée. Selon la Confédération générale des planteurs de betterave (CGB), la surface plantée pourrait repasser la barre des 400 000 hectares, en progression de 6 % sur un an. Un net rebond alors que les champs de betteraves fondaient inexorablement depuis 2017. Un changement de cap piloté à vue par les cours mondiaux des céréales. En effet, sur Euronext, le prix de la tonne de blé meunier n’a cessé de glisser et tutoie aujourd’hui la barre des 200 euros la tonne. Dur retour sur terre de la graminée qui culminait à 438 euros la tonne en mai 2022 après l’invasion de l’Ukraine par les troupes russes. Le maïs, dont le sort est étroitement lié à la gerbe de blé, dévisse aussi. Son cours est proche des 190 euros la tonne.



Vannes ouvertes

Dans ce contexte baissier, le sucre navigue à contre-courant. Même si la spéculation s’est un peu calmée après avoir atteint des sommets. « En janvier, le prix du sucre en Europe était de 855 euros la tonne. Mais le prix du marché spot qui avait atteint 1 000 euros à l’été [2023], s’est replié à 700 euros la tonne », souligne Timothé Masson, économiste à la CGB. Cette légère décrue se traduira inévitablement par une décote du prix de la betterave qui sera arrachée à

l’automne. Le record historique des 55 à 58 euros la tonne décroché lors de la campagne 2023-2024 par les agriculteurs ne devrait pas être battu. Les planteurs surveillent donc attentivement tout signe de déstabilisation de leur marché. Et leurs yeux se sont portés vers l’Ukraine. Depuis le début de la guerre, le marché européen a ouvert les vannes au sucre ukrainien. « Nous sommes passés d’un quota de 20 000 tonnes de sucre ukrainien sans droits de douane avant la guerre à des importations de 400 000 tonnes en 2022-2023 et de

Emmanuel macron juge l’accord entre l’UE et le Mercosur «très mauvais» et veut en bâtir «un nouveau»

En visite d’État au Brésil, Emmanuel Macron a fustigé l’accord actuel entre l’Union européenne et le Mercosur. Il a proposé d’en construire "un nouveau". "Je préfère mettre les pieds dans le plat", l'accord UE-Mercosur "tel qu'il est aujourd'hui négocié est un très mauvais accord, pour vous et pour nous", a-t-il dit lors d'un Forum économique à Sao

Paulo (sud-est). Mercosur, guerre en Ukraine: les sujets de discorde entre Emmanuel Macron et Lula qui pourraient être abordés durant leurs échanges "Dans cet accord il n'y a rien qui prend en compte le sujet de la biodiversité et du climat. Rien! C'est pour cela que je dis qu'il n'est pas bon", a-t-il asséné devant un parterre d'hommes d'affaires brésiliens.

Un nouvel accord "responsable"

Le président français a appelé de ses vœux la conclusion d'un autre accord qui tienne compte des enjeux environnementaux pour l'UE comme pour le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie). "Finissons-en avec le Mercosur d'il y a 20 ans! Bâtissons un nou-

vel accord (...) qui soit responsable d'un point de vue de développement, de climat et de biodiversité", a-t-il enchaîné. "Un accord de nouvelle génération avec des clauses miroirs qui facilitera l'accès au marché européen de vos entreprises (...) et qui sera plus exigeant de part et d'autre avec nos agriculteurs, nos industriels", a-t-il dit.

PROPRIÉTAIRE DE 10% DE LA DETTE DE COLOMBO

La Chine réaffirme son soutien financier au Sri Lanka

La Chine a déclaré vendredi qu'elle continuerait à soutenir financièrement le Sri Lanka, avant le terme samedi d'une visite à Pékin de son Premier ministre, venu pour tenter de conclure un accord de restructuration de la dette de Colombo. La Chine souhaite «continuer de soutenir ses institutions financières et de négocier activement avec le Sri Lanka, maintenir une communication amicale avec les autres crédettes, jouer un rôle positif au Fonds monétaire international et assister financièrement le Sri Lanka», a déclaré vendredi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué conjoint. Le Premier ministre sri-lankais Dinesh Gunawardena, arrivé lundi en

Chine, a notamment rencontré le président chinois Xi Jinping. La crise économique au Sri Lanka était au programme, la Chine étant propriétaire de 10% de la dette extérieure de Colombo. Les deux parties se sont mises d'accord pour «faire tous les efforts pour la promotion de Port City Colombo (une zone économique spéciale de la capitale sri-lankaise) et du projet de développement de Hambantota (une autre ville sri-lankaise), les transformant en des projets-phares de la co-construction sino-sri-lankaise de "La ceinture et la route"», précise le communiqué, en référence à l'initiative chinoise de nouvelles routes de la soie. Le port méridional d'Hambantota fait partie

des grands plans lancés par l'ancien président Mahinda Rajapaksa, au pouvoir jusqu'en 2015. Il a emprunté massivement auprès de la Chine pour des projets que beaucoup estiment à l'origine de la crise économique au Sri Lanka, la plus grave de son histoire. Incapable de rembourser un prêt contracté auprès de la Chine en 2017 pour construire le port d'Hambantota, le Sri Lanka a fini par le céder pour 99 ans au China Merchants Groups, un conglomérat d'entreprises chinoises qui appartient à l'État, contre 1,12 milliard de dollars. Le Sri Lanka a fait défaut sur sa dette extérieure de 46 milliards de dollars en avril 2022 après avoir épuisé ses réserves de devises étrangères.

CHINE

L'activité manufacturière est repartie à la hausse pour la première fois depuis septembre

L'activité manufacturière en Chine est repartie à la hausse en mars pour la première fois en six mois, selon des données officielles publiées dimanche, un signe encourageant pour Pékin qui cherche à relancer son économie.

L'indice des directeurs d'achat (PMI), reflet de la santé du monde industriel, s'est établi à 50,8 points, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS), un rebond significatif par rapport à février (49,1). Un chiffre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité manufacturière et, en deçà, il traduit une contraction. Le PMI n'avait plus été en territoire positif depuis septembre 2023.

La Chine a levé en décembre 2022 ses restrictions sanitaires mises en place contre la pandémie et qui étaient en vigueur depuis près de trois ans, permettant à l'économie de redémarrer. Mais la reprise tant espérée s'est essoufflée. Elle bute désormais sur une confiance des ménages et des entreprises morose qui pénalise la consommation. Une crise inédite dans l'immobilier, un chômage record des jeunes, et le ralentissement mondial grippent également les moteurs de la croissance chinoise. En mars, Pékin a annoncé un objectif de croissance du PIB chinois de 5% seulement pour 2024. Ces derniers mois, les autorités ont multiplié les mesures ciblées et émis des obligations souveraines pour stimuler les dépenses d'infrastructure et relancer l'activité économique. Mais les résultats de cette politique sont pour le moment mitigés. L'indice PMI pour l'activité non-manufacturière, qui inclut les services et la construction, est quant à lui resté en territoire positif, passant à 53 points, contre 51,4 en février, a annoncé dimanche le BNS. En 2023, la Chine a connu une hausse de 5,2% de sa croissance économique, soit le rythme le plus faible depuis trois décennies hors période de Covid.

VOLKSWAGEN

Le top des régions préférées des camping-caristes

Entre la Bretagne et les camping-caristes, c'est une histoire de coeur ! C'est tout simplement leur région préférée, devant la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie. Pour de nombreuses raisons, la Bretagne est perçue comme "van friendly". Et c'est vrai ! Et pour bien y stationner, autant connaître les bonnes applications. On vous dit tout.



La Bretagne en pole position

Avouez-le. Côté région préférée des camping-caristes, vous vous attendiez plutôt au sud de la France ? Mauvaise pioche ! Les données récoltées par le syndicat UNI-VDL et Camping-car Park, l'entreprise spécialisée dans les aires de stationnement, donnent un autre classement. C'est en effet la Bretagne, la grande gagnante. La région de l'ouest est plébiscitée par les camping-caristes et ce n'est pas nouveau. A titre d'exemple, les 31 aires Camping-Car Park de Bretagne ont enregistré presque 304 000 nuitées en 2023. Beaucoup plus qu'en Provence-Alpes-Côte d'Azur qui totalise 185 000 nuitées pour 26 aires. Les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie talonnent la Bretagne. Elles sont également très appréciées des camping-caristes qui aiment par dessus séjourner à proximité de l'océan. En Nouvelle-Aquitaine, de La Rochelle à Biarritz, ils sont « servis ». Camping-Car Park est également très bien implantée sur ces deux territoires avec 75 aires en Nouvelle-Aquitaine et 82 aires en Occitanie. Comptez en moyenne de 8 à 15 € par nuit en fonction des aires et des saisons.

Les raisons du succès breton

Si la Bretagne est devenue la région phare pour les utilisateurs de van, de fourgons et camping-cars, ce n'est pas sans raisons. C'est d'abord un territoire éminemment touristique avec une impressionnante façade maritime. Un atout de taille. « Van friendly », la Bretagne est aussi une terre de propriétaires de camping-cars qui n'hésitent pas à faire du tourisme intra-régional. Côté solutions de stationnement, la région fait fort. Entre les centaines d'aires de stationnement gérées par AireServices, Camping-Car Park ou par les communes, les nombreuses étapes France-Passion, la Bretagne « assure » un maximum. De nombreux campings situés en bord de mer disposent d'emplacements nus susceptibles d'accueillir des camping-caristes. On

peut trouver les établissements en question sur la page Facebook « La Bretagne en Camping-Car » animée par le syndicat régional de l'hôtellerie de plein air. Pour un emplacement en camping, comptez de 10 à 30 € en fonction du classement de l'établissement et des services. Au sein de la région, Finistère et Morbihan sont en tête des visites. Signe qui ne trompe pas : l'aire des Îles à Baden (Morbihan) a été élue meilleure aire de services de l'année 2023 par les lecteurs de Camping-Car Magazine. Ouverte toute l'année (70 places), il en coûte de 10,80 € à 14,70 € par nuit. Ce tarif comprend les services suivants : eau, électricité, vidange, sanitaires et WiFi. Quand on vous dit que la Bretagne est une destination en grande forme...

Des applications pour stationner

Bien sûr, il existe des guides papier qui recensent les différentes solutions de stationnement. Ils ont toujours leur public. Mais les camping-caristes et vanlifers sont souvent très à l'aise avec les services accessibles sur Internet. Et ils sont friands d'applications, particulièrement pour stationner. Téléchargée des millions de fois, Park4night est l'application reine pour trouver un emplacement gratuit ou payant, que soit un spot naturel, une aire spécifique ou un camping. Disponible en version gratuite ou payante (9,99 €/an), elle est devenue incontournable. On se procurant le guide des Etapes France Passion (33 €) on accède gratuitement à l'application « maison » qui permet de sélectionner ses arrêts chez un vigneron, éleveur ou artisan en fonction de son road-trip. Le stationnement est gratuit pour une nuit. Télécharger l'application HomeCamper (58 000 emplacements en Europe) est également une bonne idée puisqu'elle vous aidera à trouver le jardin ou parc d'un particulier qui pourra vous accueillir moyennant une participation d'une dizaine d'euros. Recherches et réservations peuvent aussi se faire via le site internet. A vous de jouer maintenant !



OLED

les brulures d'écrans, ou burn in, sont-elles toujours à craindre en 2024 ?

Phénomène rare ou réel sujet à inquiétude ? Inhérent aux dalles OLED, le burn in fait toujours parler de lui et est encore vu par beaucoup comme un frein à l'achat d'un écran OLED. Est-ce à raison et faut-il réellement s'en soucier ? Nous avons réuni quelques éléments de réponse pour tenter d'y voir un peu plus clair.

L'OLED a beaucoup évolué ces dernières années. Intégrée à de nombreux produits, de nos smartphones à nos téléviseurs, cette technologie d'affichage s'est assez largement démocratisée, si bien qu'on la retrouve désormais pour animer certains moniteurs PC et écrans gaming, mais aussi plusieurs références de laptops et autres consoles portables. Malgré cette popularité croissante, conjuguée à des progrès significatifs en matière de performances et de qualité d'affichage, l'OLED reste souvent pointée du doigt en raison de l'usure de ses diodes organiques provoquant parfois des brulures d'images permanentes sur l'écran. Entre les retours d'expérience d'utilisateurs déçus et les différents tests disponibles sur la toile, la question mérite encore d'être posée en 2024. Alors, faut-il craindre le phénomène de burn in sur votre téléviseur flambant neuf ?

Qu'est-ce que le burn in et à quoi est-il dû ?

Le burn in, pour résumer

Comme c'était auparavant le cas avec les écrans plasma, et avant eux les écrans à tubes cathodiques, l'OLED peut lui aussi être sujet au phénomène de burn in, une rétention d'image d'abord temporaire, qui peut devenir permanente dans certains cas. En clair, les éléments statiques d'une image affichée trop longtemps peuvent continuer d'apparaître en surimpression sur l'écran. Dans le meilleur des cas, cela ne durera qu'un court instant, hélas le marquage de la dalle peut aussi devenir permanent, cela se produit généralement après plusieurs milliers d'heures à revenir sur des programmes où les mêmes éléments statiques apparaissent.

Le burn in dans le détail

Contrairement aux affichages LCD qui utilisent un rétroéclairage, les écrans OLED disposent de pixels auto-émissifs, capables de produire leur propre lumière. Pour ce faire, ils utilisent des matériaux organiques qui, sous l'effet d'un champ électrique, vont produire les fameux photons : c'est le principe d'électroluminescence. C'est au niveau des sous-pixels que la couleur est créée, avec des structures horizontales de type WRGB (quatre sous-pixels) qui ont recours à une couche émissive blanche dans le cas des dalles fabriquées par LG Display, là où Samsung Display a recours à une couche émissive bleue et une structure RGB qui est donc constituée de trois sous-pixels disposés en triangle pour ses dalles QD-OLED.

Le burn in est tout simplement causé par la dégradation de ces matériaux organiques. Exposés à une luminosité et à des températures élevées, ils vont progressivement se dégrader, de manière inégale la plupart du temps, pour la simple raison que certains pixels vont être plus sollicités que d'autres en fonction du contenu affiché à l'écran. Par conséquent, les images affichant des contenus lumineux statiques participent à cet inexorable processus de dégradation.

Le sous-pixel rouge a ici été beaucoup plus sollicité que les autres au niveau du logo CNN, tandis que le bandeau blanc de la chaîne d'information en continu laisse lui aussi une surimpression sur l'image. Logiquement, l'affichage d'une mire de gris à 50 % nécessitant l'usage de l'ensemble des sous-pixels, montre bien ce phénomène de dégradation inégale. Pour information, précisons que ces tests menés par le site spécialisé ne constituent en rien un usage normal de ces téléviseurs, mais au contraire des conditions extrêmes de diffusion en boucle d'un même contenu, 20



heures sur 24, pendant 10 mois, afin d'identifier et de déterminer la survenue de ce phénomène. Certes, il est vrai que tous les écrans OLED sont amenés à se dégrader dans le temps, rien n'est éternel et le problème du burn in laissera toujours un doute. Il y a toutefois une bonne nouvelle, car si l'OLED s'est largement amélioré ces dernières années en matière d'intensité lumineuse notamment, de gros efforts ont également été réalisés au sujet du burn in. Naturellement, ces deux évolutions ne vont pas l'une sans l'autre puisqu'il aurait été impossible pour les fabricants d'augmenter le pic lumineux si la rétention d'image était encore l'une des problématiques majeures avec l'OLED. Alors, comment ont-ils fait pour réduire au maximum les risques de burn in, et devez-vous toujours craindre ce phénomène en achetant un téléviseur, ou un écran PC qui affichera de nombreuses zones statiques à l'image ?

Quelles solutions les constructeurs ont-ils trouvées pour prévenir le marquage des dalles OLED ?

Vous l'aurez compris, le burn in est un phénomène auquel l'OLED sera toujours potentiellement sujet. La question est toutefois de savoir si les écrans actuellement produits sont toujours aussi sensibles au marquage permanent et si vous risquez de le rencontrer durant le laps de temps où vous conservez votre téléviseur, moniteur, ou autre écran OLED.

Des améliorations matérielles constantes

Depuis le lancement de cette technologie d'affichage sur le marché, les constructeurs ont mis plusieurs solutions en œuvre afin de réduire les risques au maximum. Les progrès les plus importants ont été le fruit de recherches sur les matériaux organiques. Elles ont permis d'améliorer significativement l'efficacité lumineuse de ces derniers, mais aussi de les rendre chimiquement plus stables, ce qui a eu pour conséquence d'améliorer leur résistance thermique. En outre, les modèles les plus lumineux ont aussi le droit à des dissipateurs thermiques qui permettent d'évacuer la chaleur de manière optimale, et donc d'éviter la dégradation prématurée des matériaux,

Des solutions logicielles efficaces ?

D'un autre côté, les constructeurs qui ont recours à des dalles OLED ont développé des solutions logicielles pour prévenir le marquage. Leurs noms diffèrent selon les marques, mais l'objectif est le même. On trouve ainsi des

fonctions de décalages de pixels (pixels shifting) : généralement imperceptibles à l'œil, elles consistent à faire varier légèrement la position des pixels dans différentes directions, à intervalles réguliers. De cette manière, l'utilisation des pixels est plus uniforme, permettant à certains pixels de ne pas être exposés à des zones d'image statiques trop longtemps. Autre fonction importante : le nettoyage ou rafraîchissement des pixels. Il s'agit d'une fonction automatique qui va se lancer lorsque le téléviseur est en veille, sur des cycles plus ou moins longs selon la durée d'utilisation de la dalle. Un nettoyage des pixels survient ainsi au bout de quelques heures d'utilisation, cumulées ou non, dès lors que l'on éteint son téléviseur. Un nettoyage avec un cycle plus long et en profondeur est généralement proposé à l'utilisateur au bout de plusieurs centaines ou milliers d'heures d'utilisation. Outre ces deux fonctions principales, nous avons vu naître plus récemment des fonctions à base d'intelligence artificielle qui peuvent grandement aider à diminuer les risques de burn in. C'est notamment le cas de la détection de logo qui analyse et détecte automatiquement les zones statiques afin d'abaisser leur luminosité. Bien d'autres méthodes ont été adoptées par la majorité des constructeurs, on pense par exemple à l'affichage automatique d'un fond d'écran animé lorsque le téléviseur ne détecte pas de signal durant quelques minutes, la réduction globale de la luminosité de l'écran après quelques dizaines de secondes à afficher une image statique, ou encore la détection de la barre de tâche sur certains moniteurs PC qui ont recours à une dalle OLED.

Quelles sont les précautions à prendre pour éviter le burn in ?

Le problème soulevé par le burn-in est celui de la dégradation des sous-pixels, le marquage est en effet perceptible en raison d'une dégradation inégale, comme précisé précédemment. Nous estimons bien sûr que les utilisateurs ne devraient pas avoir besoin de prendre de disposition particulière pour éviter un quelconque burn in et les solutions offertes par les différents constructeurs devraient théoriquement suffire pour éviter le marquage. Néanmoins, cela ne nous empêche pas de vous prodiguer quelques conseils qui peuvent aider à prolonger la durée de vie de vos écrans OLED. La base, c'est évidemment de laisser activer toutes les options prévues par le constructeur, que nous avons déjà citées plus haut. Celles-ci permettront d'agir sur les zones statiques en modulant leur luminosité et en décalant les pixels et offrent diverses fonctions

de protection qui sont notamment réalisées lorsque le téléviseur est en veille. Cela nous mène à notre deuxième conseil : ne déconnectez pas votre téléviseur du secteur afin de le laisser effectuer ces opérations de nettoyage lorsqu'il est en veille. Enfin, il est important de s'assurer que le firmware de votre appareil soit à jour. Ce dernier peut contenir des améliorations visant à réduire le risque de burn in. Pour ceux qui en sont équipés, nous vous conseillons également de recourir à la gestion automatique de la luminosité. Cette fonctionnalité, dont le but est d'adapter le rendu de l'image en fonction de la luminosité ambiante, peut vous permettre d'avoir un usage moins intense en abaissant la luminosité du téléviseur automatiquement lorsque la luminosité baisse dans votre pièce. Enfin, évitez la diffusion prolongée et répétée d'éléments statiques, par exemple via les chaînes d'information en continu. Par diffusion prolongée et répétée, nous entendons par là un usage de plusieurs heures par jour, tous les jours, sur une période relativement longue. Si vous consommez chaque jour le même contenu et de manière prolongée, l'OLED n'est peut-être pas ce qu'il vous faut. Dans ce cas, un téléviseur MiniLED pourra sans doute répondre à vos attentes.

Le burn in est-il toujours à craindre à l'heure actuelle ?

Les générations successives de dalles OLED ont apportées des optimisations importantes pour réduire les risques autant que possible, notamment avec des mesures préventives efficaces. On estime aujourd'hui qu'un marquage permanent peut apparaître lorsque l'écran est soumis à une forte luminosité tout en affichant des zones statiques récurrentes, ce durant plusieurs milliers d'heures. Il peut néanmoins arriver de constater une rétention d'image sur votre écran : celle-ci est temporaire et devrait disparaître après quelques minutes. Si un marquage permanent apparaît alors même que l'utilisation de votre écran n'est pas sortie d'un cadre « normal » d'usage, il y a des chances pour que celui-ci soit affecté par un défaut de fabrication. Dans ce cas, cela ne devrait pas être un problème de faire fonctionner la garantie. La production des dalles W-OLED comme QD-OLED reste en effet contrainte par de nombreux facteurs en raison de matériaux organiques qui, même s'ils sont plus stables au fil des évolutions, restent particulièrement sensibles, ce pour quoi un grand soin est de mise sur les chaînes de production. Vu les résultats de notre enquête, notamment avec de nombreux témoignages qui font mention d'une utilisation tout à fait normale de leur téléviseur OLED (pas plus de quelques heures par jour, sans forcément afficher beaucoup de contenus statiques et sans être en mode dynamique), sur des modèles récents comme plus anciens, il y a fort à parier que de nombreux modèles font preuve d'une dégradation anormale des sous-pixels qui ne devraient pas avoir lieu aussi prématurément. La question la plus pertinente qui se pose à nous est finalement de savoir le niveau d'exigence des contrôles qualité en bout de chaînes de production est suffisamment élevé. Sachant déjà que la fragilité de l'OLED mène à l'évacuation d'un grand nombre de dalles au moment de la production, ce qui entraîne par la même occasion une nette hausse de l'empreinte écologique de cette technologie par rapport au LCD, il est probable que les constructeurs fassent du mieux qu'ils le peuvent, du moins, espérons-le.

Mots fléchés

Porte-bonheur		Emplacement d'exposition		Insérés un carton		Peintre suisse		Prénom féminin		Malko		Grand lac américain
Chien bête								Arrivée sur un satellite		Linge y travaille de temps en temps		Unité de poids
										Atome		
										Flatuosité		
Honteuse		Il peut-être noble		Deux unités différentes		Haussant						
						Filet						
											Calcium	
											Victoire impériale	
Détritus									Mettre en doute			
Vélo							Duper		Évêché normand			
			Chagriné									Canard nordique
			Insectes									
Diminue		Elle peut-être flottante				Sucre simple				Exprime la nouveauté		
										Train de banlieue		
						Épuiserai						Raz in
						Cruauté						
Annonce publique	Plante crucifère	Petit officier			Nom argotique						Affirme le oui	
		Épouse d'Athamas									Arbrisseau du Brésil	
					Désert							
					Propice				Rigolez			
Durées									Trois fois			
Jeune				Il court toujours ?						Petit technicien		
				Flan breton								
			Orgueilleux				Monte	Saison estivale				Imaginaires
								Alcaloïde				
Impôt insupportable pour certains		Rafrâichir un mur								Petite compagnie		
		Croyance								Continent		
			Personnages joués au théâtre						Affluent du Rhin			Etablis
									Dedans			
Souverain	Valeur refuge			Fixées							Dieu égyptien	
	Prédiction			Métamorphose							Tirets	
			Grossesses									
			Inerte									
Entente économique		Aurore					Département français		Longues périodes			
		Ville du Puy-de-Dôme							Vagabonda			
						Sot				Prénom arabe		
						Perspective						
Organisme sportif				Lavabo						Pronom personnel		
Couleur des blés				Dette						Paresseux		
					Chiffre			Femelles de rongeur				
							Grande					

Le bilan de l’agression sioniste s’élève à 32.782 martyrs

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 32.782 martyrs et 75.298 blessés depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué dimanche les autorités palestiniennes de la Santé. Selon la même source, l'armée d'occupation sioniste a commis 8 massacres au cours des dernières 24 heures dans la bande de Ghaza, faisant 77 martyrs et 108 blessés. La même source a également indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvent encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchent les ambulances et les équipes de la Protection civile de leur porter secours. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 1^{er} avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



VOYAGE ALGÉRIE – TUNISIE

Bientôt un train depuis Annaba ?

Dans une initiative ambitieuse visant à faciliter les déplacements et à renforcer les liens entre l'Algérie et la Tunisie, le gouvernement algérien, à travers le ministère des Travaux publics et des Infrastructures, a mis en lumière un projet d'envergure qui promet de transformer les voyages transfrontaliers.

Ce projet prévoit la construction d'une ligne ferroviaire reliant la ville d'Annaba, située dans l'est de l'Algérie, à la Tunisie voisine. Cette initiative s'inscrit dans un programme plus large de développement des infrastructures de transport, couvrant une distance totale de 5650 kilomètres à travers le pays.

Chaque année, la Tunisie accueille plus d'un million de visiteurs algériens, principalement pour le tourisme, notamment durant la période estivale et les célébrations du Nouvel An, ainsi que pour des raisons médicales.

Le nouveau lien ferroviaire vise non seulement à faciliter ces voyages mais aussi à les rendre plus agréables et moins chronophages. Une vision élargie pour le réseau ferroviaire national

Au-delà de la liaison Annaba-Tunisie, le projet révèle une vision ambitieuse de la part des autorités algériennes pour réorganiser et étendre le réseau ferroviaire national. L'objectif est de créer une infrastructure moderne et efficace qui relie diverses régions du pays, améliorant ainsi la connectivité interne et avec les pays voisins.

Le plan inclut la mise en place de plusieurs lignes ferroviaires reliant différentes villes algériennes, telles que Sétif, Jijel, Batna, Ghardaïa, Ouargla, et bien d'autres. Ces nouvelles lignes ferroviaires couvriront des distances significatives, avec un total de 2773 kilomètres de voies, dont 727 kilomètres de double voie, améliorant ainsi considérablement la capacité et l'efficacité du réseau. En outre, le projet ambitieux de relier le nord du pays au sud par le biais d'une ligne ferroviaire « Algérie-Tamanrasset » est particulièrement notable. Les travaux de cette ligne pharaonique sont prévus s'achever en 2026, marquant une étape majeure dans l'amélioration de la connectivité à travers le vaste territoire algérien.

RÉFORME DES STATUTS DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Quelles conditions pour une promotion ?

Récemment, l'Algérie a connu une réforme significative touchant le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Cette réforme, matérialisée par la publication de nouveaux statuts dans la dernière édition du Journal Officiel, concerne les enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires, les enseignants-chercheurs universitaires, et les chercheurs permanents. Elle vise à redéfinir les conditions de travail, les critères de promotion, et les systèmes de rémunération de ces catégories professionnelles.

Les récentes modifications législatives apportent plusieurs changements significatifs dans le quotidien des enseignants-chercheurs et des chercheurs permanents. Parmi les points saillants, on note la distinction entre différentes catégories d'enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires, à savoir l'enseignant hospitalo-universitaire distingué, l'enseignant distingué, et le directeur de recherche distingué. Ces distinctions visent à reconnaître et à valoriser les parcours professionnels exceptionnels au sein de la communauté académique et de recherche.

Les enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires sont désormais tenus de contribuer à la mission de service public de l'enseignement supérieur et de la re-



cherche scientifique, en assurant des enseignements et des recherches de qualité dans les établissements d'enseignement supérieur et les structures hospitalo-universitaires. Ils doivent également veiller à l'adéquation de leurs enseignements avec les évolutions scientifiques et technologiques, tout en garantissant un niveau élevé d'activités de santé publique. Pour les enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires, la nomination au grade d'assistant se fait donc par concours, sur la base de critères précis incluant la détention d'un diplôme de spécialité médicale et une expérience professionnelle de deux ans dans le domaine de spécialité au sein d'un établissement public de santé. De plus, la ré-

forme introduit la possibilité pour les enseignants-chercheurs de bénéficier d'un titre honorifique de « professeur hospitalo-universitaire distingué » après évaluation par une commission nationale dédiée.

Le système de rémunération révisé

Le nouveau système de rémunération introduit par la réforme comprend la révision de trois allocations principales : l'allocation pour documentation, l'allocation pour encadrement et suivi pédagogique, et l'allocation pour qualification universitaire. Ces allocations sont désormais définies en fonction du grade et du niveau de responsabilité de chaque enseignant-chercheur ou chercheur permanent, reflétant ainsi mieux leur contribution au système éducatif et de recherche. Ainsi, les enseignants-chercheurs et les chercheurs permanents bénéficient également d'une augmentation rétroactive de leur rémunération à partir de janvier 2024, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette mesure témoigne de la volonté du gouvernement de valoriser le rôle crucial de ces professionnels dans le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Algérie.

ÉDUCATION NATIONALE

Adoption d’une nouvelle approche dans l’examen d’évaluation des élèves en 5AP

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a indiqué, dans une déclaration de presse lors de sa visite de travail effectuée dans la wilaya de Boumerdès, que l'examen d'évaluation des acquis de la 5ème année pri-

maire sera soumis à une nouvelle approche, mais avec les mêmes objectifs. Le ministre de tutelle a affirmé que cet examen a été révisé dans le sens d'un assouplissement des épreuves, et ce conformément aux recommandations des profes-

sionnels du secteur. Globalement, a estimé le ministre de l'Éducation nationale, l'examen d'évaluation des acquis, initié l'année dernière, a été un succès malgré les difficultés rencontrées dans sa mise en oeuvre. Il a également soutenu que

les résultats des élèves de première année moyenne, sont « nettement meilleurs grâce aux réglages apportés sur la base de l'analyse des données de l'évaluation de leurs acquisitions au primaire ».

LA HAVANE

Le président cubain appelle à la fin du «génocide» à Ghaza

Le président cubain Miguel Diaz-Canel, a appelé samedi soir, la communauté internationale à prendre des mesures pour mettre fin au "génocide" à Ghaza.

Partageant une photo du drapeau palestinien projeté sur le mémorial José Martí à La Havane, Miguel Diaz-Canel a déclaré : "Cuba exige que le génocide cesse maintenant".

"Tant que la terre palestinienne conti-

nuera d'être martyrisée, saignée, détruite jusqu'à ses fondations par la haine de l'occupant (sioniste), nous ne nous lasserons pas de dénoncer le crime et d'en appeler à la communauté internationale", a écrit Diaz-Canel sur X.

Depuis le 7 octobre 2023, l'entité sioniste mène une agression dévastatrice dans la bande de Ghaza qui a fait des dizaines de milliers de martyrs parmi

les civils, pour la plupart des enfants et des femmes, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent et d'une destruction massive des infrastructures, qui ont conduit l'entité sioniste à comparaître devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour "génocide".

L'entité sioniste a également imposé un blocus total sur la bande de Ghaza, laissant sa population, en particulier

les habitants du nord de l'enclave palestinienne, au bord de la famine.

L'agression génocidaire sioniste a, en outre, provoqué le déplacement interne de 85% de la population de Ghaza, en raison de graves pénuries de nourriture, d'eau potable et de médicaments, tandis que 60% des infrastructures de l'enclave ont été endommagées ou détruites, selon l'ONU.